

Informations

Correspondance

Ouvrières

SOMMAIRE

POUR AVOIR LA PAIX SOCIALE LA GUERRE EST INDISPENSABLE	
LES PROBLEMES D'ICO ,à chacun de répondre	I
TCHECOSLOV.QUIE ,l'impérialisme russe	3
en grève depuis le 21 octobre,à GENK 7000 ouvriers de l'usine FORD (BELGIQUE)	5
UNE OMISSION BIZARRE, suite	10
HOLLANDE ,grèves sauvages ,étudiants	11
FRANCE ,des travailleurs de Renault , Chausson ,Verger Delporte, Citroën, de l'Aude et de partout	12
CORRESPONDANCE	22
M.I-JUIN 68	26
lettre du Japon ,mai à Chambéry, critiques , 33 jours 34 nuits	

LE NUMÉRO

mensuel

0,60
ou 2 timbres

NUMERO 75

NOVEMBRE 1968

nous en maintenons d'anciennes (abolir le salariat), ou de plus récentes (la "Sécurité Sociale" est un vol), elles se mettent sans cesse dans un rapport nouveau avec une société qui bouge. Autre souci: les notions propagées doivent être aisément reconnues pour différentes des "idées" que les partis continuent d'honorer en leurs vocabulaires pétrifiés, recueils de mots qui ont pu être justes, mais qui sont aujourd'hui trompeurs. Le meilleur moyen de se donner un langage nouveau, c'est de prendre les mots dans leur sens pratique, et (si l'on peut oser un emprunt au langage des peintres) dans leur vérité figurative. Il faut chercher, recommandait Mothé, les images et références dans la "vie prolétarienne de tous les jours", non chez les staliniens ou les intellectuels bourgeois.

Gardons bien qu'en pratique, ce sage parti pris revienne à séparer l'ouvrier de l'intellectuel: ces catégories du travail sont artificielles, voulues et entretenues par la classe dominante; il faudra les effacer dans la lutte. Il est bien vrai que "l'intellectuel" a eu le privilège de recevoir, de ces biens communs que sont le savoir et l'information, une part plus importante. C'est le moment de la revaloir à la société. A ce dessein, il doit parler pour tous dans le langage de tous, si son dressage ne l'en a pas rendu incapable.

Car on voit des merdeux, chacun en connaît en son quartier, qui posent aux riches avec leur nouvelle bagnole. On voit des intellectuels qui se prévalent puissamment de leurs années d'études: leurs plus menus propos sont comme l'enseigne du travail qualifié surclassant le travail simple. Un parler qui en impose, c'est une des formes les plus malgracieuses de la supériorité sociale.

ooooooo

33 JOURS - 34 NUITS:

"C'est le titre de la plaquette qui vous fera revivre le déroulement dans l'usine de l'exceptionnelle lutte de mai et juin, éditée par le syndicat CGT...

...

"Elle y expose les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible d'aller plus loin et pourquoi le syndicat CGT a été le seul à appeler à reprendre le en rejetant l'aventure. Elle dénonce la responsabilité de la direction qui a toujours refusé de négocier, malgré les efforts incessants du syndicat dès le premier jour pour ouvrir les discussions ...

...

"Cette plaquette de 34 pages, préfacée par H. KRAZUCKI, secrétaire de la CGT, directeur de la V O, comporte d'abondantes illustrations.

"De nombreux travailleurs se reconnaîtront sur les photographies et sans aucun doute auront plaisir à posséder et conserver le recueil de ces souvenirs impérissables.

.... (Billancourt, tract CGT du 23 septembre 1968).

Conseils aux dirigeants ou offres de services:

.... ;

"A plusieurs reprises, il a été démontré que le statut de nationalisation n'était pas appliqué, de même que les représentants destravailleurs au Conseil d'administration et au C.E. ne sont jamais consultés. Les résultats du bilan de 1967 ont montré par exemple qu'il était possible de satisfaire les revendications, ce qui aurait permis d'éviter la grève." (tract du Parti Communiste Français, section Renault). (2/10/68).

oooooooooooo

pour avoir la paix sociale

la guerre est indispensable

Ce texte bref et éloquent est extrait de "Report from Iron Mountain on the possibility and desirability of Peace". Préface d'un certain Herschel qui ne serait autre que John Kennet G. LBRAITH (un des économistes les plus "distingués" au service du capitalisme américain)

"Interrogés par des programmeurs, des ordinateurs ont émis sur les problèmes de la guerre et de la paix les conclusions que voici:

"Une paix durable, bien que n'étant pas théoriquement impossible, est probablement inaccessible; même dans le cas où il serait possible de l'établir, il ne serait pas dans l'intérêt le mieux compris d'une société stable de parvenir à la faire régner. Le pouvoir virtuel de faire la guerre est la force principale qui structure la société".

Et voici les attendus essentiels qui ont permis d'y aboutir:

" La guerre offre le seul système digne de confiance pour stabiliser et contrôler les économies nationales; elle est la source de l'autorité politique qui assure la stabilité des gouvernements; elle est sociologiquement indispensable pour assurer le contrôle de dangereuses subversions sociales et des tendances destructrices anti-sociales; elle a une fonction malthusienne indispensable; elle a longtemps fourni la motivation fondamentale et la source des progrès scientifiques et techniques. "

POUR AVOIR LA PAIX SOCIALE, LA GUERRE EST INDISPENSABLE "

à chacun de répondre

Les questions que nous posons à tous sont débattues depuis la rentrée par les camarades de Paris; mais elles doivent maintenant trouver une réponse et c'est à nous tous d'en décider.

Nous ne pouvons que résumer brièvement des débats parfois fort intéressants. Nous avons dû laisser de côté dans ce numéro des textes que les grèves anglaises une discussion sur les comités d'action et un comité inter entreprise, des informations de boîte, les publications, des lettres: ce que nous possédons devient trop abondant pour le format actuel d'I C O et pourtant, nous considérons comme essentiel que tout soit échangé.

Dans un ou deux mois, I C O devra tirer à 1000 exemplaires; nous ne pouvons dépasser les 30 pages (frais postaux, travail matériel). Et pourtant, nous recevons toujours plus d'informations et toujours plus de demandes de diffusion: Toulouse, Montpellier, Chambéry, Marseille, Grenoble, 10, 20, 30 et même 50 exemplaires d'un coup. Sans propagande et sans "vente militante".

Cela comporte des dangers. L'abondance des informations peut faire reléguer les textes plus théoriques. Ce même fait, les tâches matérielles et la correspon-

dance peuvent empêcher aussi un travail d'analyse et de critique à partir de ces informations. Imprimer I C O coûterait entre 100.000 et 200.000 A.F. sans en accroître pour autant la "capacité" c'est-à-dire pour la dimension actuelle déjà trop restreinte.

Voici le bilan financier d'ICO pour 1968: en caisse au 1/1/68: 1330.84

RECETTES:

Janv.	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre
430.-	222.-	873.-	187.-	44.-	256.-	373.-	89.-	440.80	230.50
									(incomplet)
<u>DEPENSES:</u>									
340.42	40.71	398.82	226.86	92.67	6.-	34.60	113.97	40.82	555.98 + 947.30

EN CAISSE FIN OCTOBRE 68: 1.730, 97 Frs.

en octobre le coût moyen mensuel du bulletin (30 pages - 750 exemplaires est de: 375 Frs.

Les recettes mensuelles des derniers mois couvrent approximativement ces frais. Il paraît donc exclu d'imprimer I.C.O. dans ces conditions.

Un groupe de camarades formé en mai, paraît bien engagé pour mener à terme un journal imprimé dont le contenu serait assez proche d'ICO: des camarades d'ICO y participent. Si cette expérience se poursuit, il pourrait être envisagé de diffuser provisoirement ce journal aux abonnés d'ICO - parallèlement à ICO - et, si les camarades sont d'accord, de fonder ICO, formule actuelle, dans ce journal - ICO continuant à paraître par exemple avec une autre périodicité pour donner des textes plus élaborés ou des brochures.

Un autre groupe de camarades issu de mai également envisage la publication de seules informations non commentées. Le bulletin d'un comité inter entreprise (venu de rencontres étudiants-ouvriers à Censier-Fac de Lettres) doit aussi rediffuser les informations échangées en son sein.

Tout cela pose non seulement des problèmes de coordination et de travail commun, mais aussi de "reconversion" de notre propre travail.

Participant aux échanges d'informations et à leur rediffusion, élaborant des textes critiques à partir de ces informations, nous serions conduits par ailleurs à avoir des débats plus théoriques. Comment pourrait s'exprimer l'activité propre d'I.C.O.?

Comment pourrions-nous faire face à toutes ces tâches?

C'est à tous les camarades d'I.C.O. d'y répondre.

Ceci n'est bien sûr, que la position d'un camarade et il est bien évident que nous ne transférerions tout ou partie de notre travail à un autre journal ou bulletin qu'avec l'accord de tous et assurés que ce transfert ne changerait rien à ce que nous pouvons apporter à ceux qui ont contribué à faire d'I.C.O. ce qu'il est.

LA GREVE GENERALE EN FRANCE , mai-juin 68 (I C O)

L'AUTOGESTION , L'ETAT ET LA REVOLUTION (Noir et Rouge)

Ces deux brochures ont été imprimées en vue d'une large diffusion . Nous demandons à tous les camarades de prospecter autour d'eux auprès de camarades ou en vue de dépôts en librairie (2,50 l'exemplaire)

Autres brochures disponibles (I F au cep d'ICO :

- le mouvement pour les conseils ouvriers en Allemagne
- à propos de Wilhelm Reich

les conséquences économiques de la cybernétisation (même brochure)

- les procès et la lutte de classes .

Tchécoslovaquie

En occupant la Tchécoslovaquie, la RUSSIE révèle, une fois de plus, la nature impérialiste du capitalisme d'Etat.

Pour ceux qui pouvaient encore en douter, l'invasion et la mise au pas de la Tchécoslovaquie confirme, s'il en était besoin, le caractère impérialiste de l'Etat russe. Rappelons quand même qu'en 1939-40, à la suite de l'accord avec Hitler la Russie occupa les Etats-Baltes, une partie de la Pologne, la Bukovine et la Bessarabie. L'agression contre la Finlande suivit. Puis à la fin de la seconde guerre mondiale ce fut le partage du monde de Yalta qui assurait à la Russie la domination de l'Europe de l'Est et d'une partie des Balkans. Depuis, l'impérialisme russe réagit brutalement lorsque ses conquêtes sont menacées. La répression de l'insurrection hongroise en 1956 est encore dans toutes les mémoires, au moins pour ceux qui ne sont pas trop jeunes. En Hongrie la bureaucratie russe défendait au surplus sa domination de classe contestée par les conseils ouvriers. Rappelons enfin que dans son affrontement avec l'impérialisme américain, l'impérialisme russe apporte un soutien mesuré aux bureaucraties nationales du Nord-Vietnam, d'Egypte, de Syrie, d'Algérie, de Cuba, etc.

L'invasion et la mise au pas de la Tchécoslovaquie s'inscrit donc dans un contexte international qui n'est pas sans rappeler les préliminaires de la seconde guerre mondiale.

Cette année, en ce qui concerne la Tchécoslovaquie, les dirigeants russes ont d'abord essayé l'intimidation, puis sont rapidement passés à l'occupation par les forces armées. Mais la cohésion des bureaucrates tchécoslovaques a rendu difficile la recherche et l'installation de remplaçants aux ordres. Ce n'est sans doute qu'une question de temps. Il n'en reste pas moins que cette bureaucratie nationale pourtant composite, est coriace. En inaugurant au début de l'année une ère de libéralisation, elle avait réussi à réaliser une véritable union sacrée autour de ses objectifs d'émancipation nationale.

Parmi les satellites de la Russie, la Tchécoslovaquie n'est pas la seule nation à essayer de se libérer de la tutelle russe. La Yougoslavie donna l'exemple de bonne heure. La Roumanie s'y efforce depuis quelques années et ses échanges commerciaux avec l'Occident s'accroissent. La Pologne, non seulement commerce avec les pays du Pacte Atlantique, mais elle en reçoit des crédits. Toutefois, tous ces pays sauf partiellement la Roumanie et la Tchécoslovaquie, dépendent étroitement de la Russie pour les matières premières (énergétiques notamment) nécessaires à leur industrie. La Tchécoslovaquie ayant un pressant besoin de moderniser ses usines pour sortir de la stagnation économique lorgnait vers l'occident et les négociations concernant un important crédit de l'Allemagne de l'Ouest étaient très avancées.

Est-ce cela qui impatienta les dirigeants russes, ou le danger de la libéralisation amorcée qui déjà se traduisait par une propagande anti-impérialiste contre la bureaucratie russe, ou encore la menace de perdre à plus long terme le bastion stratégique que constitue la Tchécoslovaquie au coeur de l'Europe, ou toutes ces raisons cumulées, qu'importe maintenant puisque la mise au pas a commencé.

La bureaucratie nationale tchécoslovaque a-t-elle cru possible de profiter des rivalités entre les Grands très occupés à alimenter des foyers de guerre,

et dont la puissance est menacée par la montée de la Chine et la remontée du Japon, ainsi que de l'Allemagne, les vaincus de la dernière guerre? Qu'importe encore, puisque cela ne pourrait que confirmer que l'affaire Tchécoslovaque n'est qu'une péripétie de l'affrontement général pour un nouveau partage du monde.

Si nous venons d'essayer de placer l'événement dans l'ensemble de la situation internationale, c'est afin de mieux faire comprendre notre attitude.

Sentimentalement, comme pour la guerre du Vietnam, l'agression d'un petit pays par un colosse de la taille de la Russie nous choque et provoque notre indignation. Au tréfonds de nous-mêmes nous condamnons cet acte impérialiste. D'autant plus que c'est la classe ouvrière de Tchécoslovaquie qui en sera la principale victime.

Mais cela ne nous fait pas davantage passer dans le camp occidental que la guerre menée au Vietnam par les U.S.A ne nous fait passer dans le camp russe.

Nous ne nous sentons pas davantage solidaires de la bureaucratie tchécoslovaque que de la bureaucratie Nord-Vietnamienne.

Quant au prolétariat de Tchécoslovaquie, est-il tellement engagé derrière sa bureaucratie nationale? Certains indices permettent d'en douter. Qu'il soit contre l'occupant russe cela se conçoit, mais rien ne dit qu'il ait renoncé à se manifester en toute autonomie, bien que le sort des ouvriers hongrois en 1956 puisse faire réfléchir.

Ce qui se passe en Tchécoslovaquie doit nous rappeler que le fameux "monde socialiste" est à l'image des pays capitalistes, composé de grandes et petites nations et que les bureaucraties nationales sont liées par des rapports semblables à ceux qui lient les bourgeoisies nationales, le plus fort dominant le plus faible.

Comme les bourgeoisies nationales, les bureaucraties nationales utilisent les slogans du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou de l'indépendance nationale pour se tailler et s'assurer des fiefs...qui finalement ne peuvent que retomber sous la dépendance d'un suzerain.

Nous pensons donc que les travailleurs ont autre chose à faire que de se solidariser avec leurs dirigeants et exploiters bourgeois ou techno-bureaucrates.

Eux seuls, les travailleurs, n'ont pas de patrie.

Et seule leur lutte autonome pour leur émancipation pourra aboutir à la construction d'un monde sans rivalités nationales et impérialistes, un monde d'où la guerre sera bannie par conséquent.

ooooo

CAHIER DU COMMUNISME DE CONSEILS

Nouvelle publication publiant des textes du mouvement communiste de conseils
numéro I - Octobre 68, contient : Le matérialisme historique (Pannekoek)
Anton Pannekoek - biographie de P. Mattick
2 F l'exemplaire - CMOIN Robert BP N° 15 - 13 Marseille (12 eme)

Belgique

Cet article a été rédigé d'après les articles parus dans la presse (hollandaise, journaux locaux du Limbourg) et les informations recueillies lors d'une manifestation à Hasselt, (capitale du Limbourg) le 2 novembre 1968.

Depuis le lundi 21 octobre, les 7000 ouvriers des usines Ford de Genk (près de Hasselt, Limbourg belge) sont en grève.

Ford dispose en Europe de plusieurs usines: Anvers et Genk pour la Belgique, Cologne et Sarrelouis pour l'Allemagne, Dagenham (près de Londres), Liverpool et Swansea (Pays de Galles) pour l'Angleterre.

Le Limbourg était au sortir de la guerre, essentiellement une région minière, développée ensuite notamment pour l'approvisionnement de la sidérurgie de la région de Liège (Cockerill Ougrée notamment y possédait des mines modernes). Pour faire face à la mutation de la sidérurgie, le patronat et le gouvernement (catholiques et socialistes) décidèrent en janvier 66 de fermer les mines du Limbourg. Les syndicats belges (centrale catholique C S C et "socialiste" (social-démocrate) F G T B) avaient participé à l'élaboration d'un plan de fermeture des mines sans trop se préoccuper de ce que deviendraient les mineurs: 1/3 au moins étaient étrangers donc, ils pouvaient partir. Ce fut alors l'explosion de Zwartberg fin janvier 66 (voir ICO N° 47-mars 1966-La grève des mineurs de Zwartberg).

Si nous citons ces faits, c'est parce qu'ils constituent l'arrière plan de la grève actuelle et qu'ils permettent de préciser clairement le rôle que les syndicats peuvent jouer, tant sur le plan national qu'international, dans les mutations du capitalisme, intermédiaires sur le marché du travail au sens le plus commercial du terme. Ce rôle s'exerce dans le cadre d'une politique nationale dans l'intérêt de la classe dominante, sinon de tel groupe capitaliste. Dirigeants politiques (maire, ministres, technocrates divers,) dirigeants syndicaux, seuls ou en commun, monnaient aux dirigeants capitalistes la main d'oeuvre rendue disponible parce que d'autres dirigeants capitalistes ont abandonné une activité "non rentable". Il s'agit d'attirer de nouveaux investissements, c'est-à-dire de nouvelles usines, en garantissant des "avantages" financiers: terrains à prix réduit, détaxations diverses, subventions, salaires plus faibles, c'est-à-dire un taux de profit plus favorable qu'ailleurs. Pour avoir des salaires réduits, il suffit évidemment de s'installer dans une région où la main d'oeuvre est en surnombre. Mais c'est évidemment beaucoup mieux d'avoir un contrat en bonne et due forme qui fixe les salaires pour une période déterminée. Ceci d'autant plus facilement que, dans ces régions, les autorités politiques ou syndicales peuvent présenter comme un avantage (payant pour eux pour conserver leurs places) le fait que l'usine d'un trust important vienne s'installer et que les salaires réduits payés par le trust peuvent rester supérieurs à la moyenne locale.

On ne prétendrait pas que Ford est un spécialiste de tels investissements car il est normal qu'un groupe capitaliste cherche à placer ses usines en Europe là où on lui garantit la meilleure rentabilité: Liverpool, Swansea, Genk, Cologne, Sarrelouis, sont des régions minières. Chacun peut se souvenir de la visite que Ford fit à Pompidou en vue de l'installation d'une usine en Moselle: elle fut installée en Sarre, ce qui permet d'exploiter la main d'oeuvre allemande et française. A Genk, il

Il y a 5 ans, les syndicats catholiques et socialistes signèrent avec Ford un contrat en vertu duquel les salaires seraient inférieurs à ceux de l'usine Ford d'Anvers, de 15 à 20 frs belges de l'heure (de 1fr50 à 2 frs), ce qui restait pourtant supérieur aux salaires des mines encore en activité ou des autres entreprises locales. L'usine Ford installée en pleine lande, à proximité du canal Albert et d'une ligne de chemin de fer ne comptait début 1966 que 2000 ouvriers, et se développait à mesure que les mines "libéraient" des ouvriers "non qualifiés; elle fut affectée à la fabrication de certaines pièces et au montage des Taunus M 17, voiture européenne de classe moyenne, celle qui avait la plus grande vente, donc pour laquelle il était intéressant d'avoir les moindres coûts de production.

D'après le quotidien du parti communiste flamand, ce sont les grands chefs syndicaux qui avaient signé l'accord, en liaison avec le gouvernement et les autorités locales. Mais personne dans les échelons de la bureaucratie syndicale ne le mit en cause au cours de ces cinq années. On peut faire un parallèle avec ce qui s'est passé dans une autre usine Ford à Liverpool. Là aussi le syndicat (Trade Union) avait signé une convention du même genre mais pour une durée de 7 ans. Trois ans après, une grève éclatait - grève sauvage bien sûr - et la direction céda immédiatement. Dans leurs références aux autres usines Ford, tout au long de la grève, les dirigeants syndicaux ou politiques se garderont bien de faire allusion à ces faits.

L'accord qui garantissait à Ford les meilleures conditions d'exploitation des travailleurs, venait à expiration cette année. Ford aurait bien voulu le renouveler. On peut penser que les syndicats n'y étaient pas non plus hostiles mais les ouvriers n'étaient pas de cet avis. Pendant plus de 9 semaines, dirigeants patronaux et syndicaux discutèrent pour trouver une issue et parvenir à une nouvelle convention. Pendant ce temps, la direction de Ford eut tout loisir de se préparer à la grève et de constituer des stocks. Si les syndicats étaient "durs" et si les pourparlers furent finalement rompus c'est que tous les dirigeants avaient bien conscience que les ouvriers se mettraient en grève si l'accord était reconduit. Il n'était plus possible de leur répéter qu'ils n'étaient pas assez qualifiés. Chacun avait présent à l'esprit ce qui s'était passé à Zwartberg en janvier-février 66 et ce qui s'était passé en France en mai 68. C'est pour l'éviter que les syndicats ont finalement lancé le mot d'ordre de grève pour le lundi 21 Octobre.

Mais en lançant le mot d'ordre de grève, ils ont pris soin qu'elle ne soit pas partielle, qu'elle ne soit pas sous le contrôle des ouvriers et que les bureaucraties syndicales mènent à la fois les pourparlers et les liaisons avec les autres usines Ford. Cela ne veut pas dire qu'ils réussissent toujours à conserver la direction de cette lutte mais on peut dire à coup sûr, que dirigeants patronaux et syndicaux ont su tirer comme ailleurs, la leçon des luttes antérieures; leur attitude présente signifie que les travailleurs atteindront en raison de ces circonstances, un nouveau stade d'organisation spontanée s'ils sont conduits à prendre en mains plus totalement leur lutte.

Sur trois points précis, ce rôle des syndicats est particulièrement net:

I/ les employés de l'usine (1300) ne sont pas en grève. Leurs syndicats (affiliés aux mêmes centrales) n'ont pas donné l'ordre. Ils se sont déclarés "solidaires" des ouvriers et lancent des appels à la "solidarité des employés". Cela permet à la direction de faire tourner tout son appareil administratif et commercial et même d'utiliser les employés à des tâches dévolues aux ouvriers. Cette tentative de faire des employés des "jaunes" est le résultat de la position des syndicats mais en retour elle développe des tensions qui peuvent amener les employés à entrer en grève.

- 2/ L'usine n'est pas occupée. Et pour cause: toute l'action des syndicats dans le déclenchement de la grève et le maintien des employés au travail a eu précisément pour but d'empêcher l'éclatement d'un mouvement spontané et l'occupation de l'usine. C'est là l'essentiel de la leçon que les dirigeants syndicaux et autres ont tiré de Zwartberg et des événements de France. Mais là aussi, nous verrons comment la combativité des ouvriers se retourne contre ceux qui essaient de la canaliser, en empruntant les formes mêmes d'action syndicale ou d'autres formes en marge.
- 3/ L'organisation de la grève est entre les mains des bureaucrates syndicales. C'est vrai tant pour la grève elle-même que pour les discussions avec Ford et que pour les liaisons avec les autres usines Ford. Tout se fait par le canal syndical.

La combativité ouvrière:

s'exprime dès le premier jour de la grève dans le fait qu'elle est totale à 100%.-- bien qu'il y ait dans l'usine des ouvriers étrangers, (italiens pour la plupart), bien que 70% des ouvriers soient syndiqués, bien que depuis 5 ans, 5000 ouvriers soient passés dans l'usine. Il n'y a pratiquement pas de jaunes. Cette combativité s'exprime dans l'importance des piquets de grève (plus de 1000 ouvriers y participent en permanence), et par des incidents qui éclatent dès le 2ème jour de la grève pas seulement avec les piquets, mais aussi dans les villages de toute la région.

On ne peut que dresser une liste de ce que la presse a communiqué de cette action directe, qui, bien sûr, échappe aux directions syndicales. Circulation des cars de ramassage bloquée, arrêt des camions d'approvisionnement (les camionneurs ne sont finalement pas entrés dans l'usine). Bagarres avec la police à propos du contrôle des cars, la direction ayant donné des passeports d'employés à des jaunes: l'après midi du 2ème jour de grève, 22 octobre, la police a "accepté" ces contrôles. Refus de travail d'équipes d'entretien d'ouvriers allemands amenés spécialement de Cologne. Incidents le 28: un ouvrier italien, membre du conseil d'entreprise est blessé par une voiture conduite par un garçon de 19 ans qui voulait travailler. La police et les chefs syndicaux durent protéger ce dernier pour l'empêcher d'être lynché. La direction a refusé une ambulance demandée par la police. Le 30 octobre, à la piste d'essai de Lommel, des arbres sont abattus sur la route, il y a deux blessés mais on ne sait par qui. Le 28 incidents à Genk entre un cadre et quelques grévistes. De tels incidents se reproduiront dans d'autres localités, notamment dans les villages du nord du Limbourg.

La répression:

se fait comme d'habitude, par des voies multiples.

La police bien sûr, pour faire respecter les "libertés du travail". Le 28 pour faire entrer un ouvrier dans l'usine, il ne faut pas moins de 12 gendarmes un panier à salade et 4 jeeps: l'entrée se fait sous les quolibets et les rires. 100 policiers d'état escortent les camions de matériaux pour forcer le blocus. Mais pour éviter des incidents violents dont les conséquences sont imprévisibles, la police ne peut heurter de front la combativité ouvrière, ce serait tout de suite la bagarre. C'est pourquoi la direction se plaint que la police d'état n'est pas assez dure alors que les centrales syndicales s'en déclarent satisfaites allant jusqu'à dire que les policiers ont été "chics". En réalité, l'attitude de la police, comme celle des dirigeants patronaux et syndicaux, est directement fonction du rapport de force tant dans

l'usine que dans le pays, c'est-à-dire de la détermination des ouvriers. Cette attitude peut se modifier d'un moment à l'autre, selon les "nécessités" et en relation avec l'évolution de la lutte.

Les syndicats

oeuvrent à leur manière pour empêcher que les travailleurs prennent leur lutte en mains. Leurs déclarations montrent bien le mépris avec lequel ils considèrent les ouvriers. Ils leur demandent ouvertement de rester à la maison, de ne pas boire trop de bière lorsqu'ils participent aux piquets, d'éviter les incidents. Ce sont les grandes phrases mystificatrices où il est question de "dignité", de "bien-être" du peuple limbourgeois. Ils parlent de "grève historique", font miroiter leurs démarches à Cologne, à Dugenheim et paraît-il aussi à Détroit, d'une "nouvelle vision de la politique syndicale". Ils organisent des manifestations dans le "calme et la dignité". Le mardi 29 octobre, 500 grévistes se retrouvent à Genk pour écouter les orateurs syndicaux protester contre la télé hollandaise et d'autres choses du même genre. Le samedi 2 novembre, à un meeting organisé à Hasselt, capitale du Limbourg, il y a plus de membres-militants syndicaux pour la plupart de délégations d'autres usines (dont une de l'usine Ford de Cologne) que de grévistes. Ce fait montre le peu de cas que ceux-ci font de telles manifestations. Ce sont les mêmes discours creux des bonzes syndicaux: "merci aux autorités locales... La grève est déjà gagnée.. merci aux ouvriers de Ford d'être venus..." Pas un mot sur la grève, sur la réplique aux manoeuvres patronales. Par contre, tout a été prévu pour éviter de troubler l'ordre public. Au même moment se déroule à Hasselt une quinzaine commerciale: accord a été pris avec le comité des commerçants pour que le cortège n'emprunte pas les rues principales de la ville où il y a foule, mais parvienne à l'Hôtel de Ville à travers des rues désertes, boulevards extérieurs, rues de bureaux. Le tract syndical, en trois langues (flamand, italien et français) sur papier jaune, commun à la C S C et à la F G T B est bref mais en dit long sur l'esprit dans lequel ces centrales "organisent" la lutte:

Directives aux manifestants - Hasselt - 2/II/68

" Merci pour votre participation - Nous combattons pour notre dignité humaine. Nous tenons une manifestation digne. Donc:

" suivez seulement les directives de notre propre service d'ordre. Les commissaires portent un brassard.

" évitez toute brutalité. Notre cause est mieux servie par une manifestation ordonnée.

" la manifestation se dirige par les rues les plus importantes de la ville, vers la place de l'Hôtel de Ville, où le meeting de clôture se tiendra. Merci."

Pendant tout ce temps, la direction ne perd pas de temps: elle s'organise et agit sur tous les plans. L'action de la police et des syndicats n'est que complémentaire à celle de la direction car le rapport de force est entre la direction et les travailleurs, même s'il s'exprime par des luttes interposées. De maisons privées de Genk, la direction donne par radio des ordres, notamment pour le ramassage par bus des employés et des jaunes. Le 22 octobre, c'est-à-dire le 2ème jour de la grève, 500 télégrammes ont été envoyés à des grévistes les menaçant de licenciement s'ils ne reprenaient pas immédiatement: II sont venus. Le chef du personnel pratique lui-même l'intimidation, allant à domicile chercher les jaunes, fonçant à toute vitesse sur les piquets. Sans résultat. Les cadres sont envoyés à domicile pour convaincre les ouvriers; certains finissent par dire le contraire de ce qu'ils doivent dire; avec d'autres ce sont des incidents violents. Le 30, une lettre est adressée à tous les ouvriers demandant la reprise du travail et un retour à la normale pour que les discussions se déroulent dans le calme. La grève a déjà eu un effet puisque Ford se déclare prêt à discuter alors qu'avant les vacances il déclarait qu'il n'était pas "prêt". Les bonzes syndicaux ne manquent pas de souligner cette "victoire". Au bout de 15 jours de grève des difficultés commencent à se faire jour à l'usine de Cologne: les ateliers qui fabriquent des pièces pour l'usine de Genk sont encombrés de stocks. En sens inverse, des chaînes manquent

de pièces fabriquées à Genk. Ceci explique beaucoup plus que tout le revirement de la direction et l'issue de la grève dépend autant de la solidarité des ouvriers des autres usines Ford que de ce qui se passe à Genk. Car le rapport de force avec Ford n'est pas seulement celui de l'usine de Genk mais celui de toutes les usines du trust.

Cet aspect capital, permet de mesurer l'importance réelle des soutiens divers ou des conseils donnés aux grévistes de Genk. Soutien financier dont on mesure vite les limites quand on sait que seule la C S C (catholique) seule a décidé de donner des secours de grève aux non-syndiqués, mais à un taux plus faible qu'à ses syndiqués. Quant à la F G T B (socialiste) elle refuse de contribuer pour les non grévistes: ses bonzes proclament leur indignation envers les jaunes mais poussent les grévistes à la reprise en leur refusant toute solidarité financière. On peut épiloguer.

Si le parti nationaliste flamand se déclare contre la grève (alors qu'à Zwartberg le gouvernement avait transformé une lutte ouvrière autonome en lutte nationaliste politique) le parti communiste flamand transpose aussi la lutte sur le même plan politique en faisant tomber la seule responsabilité de l'accord sur les dirigeants nationaux des syndicats, dont Major dirigeant de la F G T B actuellement ministre.

Les étudiants de Louvain ont offert aux syndicats leur aide mais les leaders syndicaux ont repoussé cette offre en prétendant qu'ils voulaient une "grève digne". Ils ont alors organisé à Louvain le 24 octobre un meeting dans un restaurant universitaire mais il n'y est pas venu d'ouvriers. Dans les rues de Louvain, au cours d'une manifestation, il y a eu des bagarres avec la gendarmerie. Ce ne sont pas les seuls chefs syndicaux qui "n'aiment pas" les syndicats étudiants, les ouvriers restent étrangers à la solidarité étudiante. D'ailleurs cette solidarité ne dépasse pas certaines limites. Au meeting du 2 novembre, à Hasselt, une centaine d'étudiants criaient plus fort que les hauts-parleurs qui tentaient de couvrir leur voix. Ils réussirent même sur la place de l'Hôtel de ville à forcer un bonze syndical de saluer leur présence, mais avec ces mots "merci, messieurs les étudiants pour votre attitude disciplinée. Vous nous avez dit: nous aussi nous voulons le calme et la discipline. Vous avez bien tenu votre parole". Les étudiants n'ont pas protesté, ce qui signifie qu'ils avaient admis de ne pas aller troubler les festivités commerciales là où il y avait foule, moyennant quoi ils pouvaient brailler tout leur saoul tout le long du cortège dans des rues vides, fermant un cortège de syndicalistes durs d'oreille. On peut mesurer ici les limites de la "solidarité ouvriers-étudiants".

L'action éventuelle des 1300 employés de Ford à Genk est déjà beaucoup plus importante pour la suite de la lutte. La position des syndicats a placé ceux-ci dans une position délicate: la direction leur confie des tâches d'ouvriers sans sécurité dans le travail; ils rencontrent l'hostilité des ouvriers et ils vivent de plus en plus dans un climat de répression de la part des dirigeants de l'entreprise, ce qui donne beaucoup de sel à "l'appel à la solidarité" lancé par les syndicats. Pour donner le change car ils ne songent pas à la grève pour les employés, les dirigeants de la centrale employés, ont adressé une plainte à l'inspection du travail et au syndicat patronal Fabrimétal pour demander une enquête. Au meeting de Hasselt, les bonzes syndicaux se contentent de "dénoncer" les pratiques de certains employés et de la direction sans envisager un seul moment comment il pourrait y être mis fin. Parmi les ouvriers des usines du Limbourg, seuls les mineurs tentent de revendiquer la même parité de salaires.

Reste l'essentiel, la solidarité des ouvriers des autres usines Ford d'Europe. Mais là, il faut situer cette solidarité sur deux plans: le plan revendicatif et le plan de l'information, des liaisons. Sur le plan revendicatif, la solidarité active devrait dépasser la question des salaires, qui n'est pas seule en cause d'ailleurs à l'usine de Genk. Dans l'usine, les ouvriers parlent plus des conditions de travail que des différences de salaires -horaires trop longs, cadences dures, sanctions par dimi-

nution de salaire si les cadences ne sont pas atteintes, des ouvriers qui se trouvent mal sur la chaîne. Il a été question dans la presse d'un ouvrier contraint de travailler alors qu'il avait été blessé aux yeux au cours du travail. La "passoire" de 9000 ouvriers en 5 ans est édifiante. Ces conditions de travail, les ouvriers de toutes les usines Ford les affrontent alors que les différences de salaires ne touchent que quelques usines. Les bonzes syndicaux belges parlent abondamment de leurs contacts avec d'autres bonzes syndicaux des autres usines Ford, de meetings qui s'y seraient tenus. S'ils sont de la même veine que celui de Hasselt on peut être rassurés. Tout ce qu'on sait par des délégués de l'usine de Cologne venus à ce meeting, c'est que seul un tract y a été distribué par les syndicats allemands, mais que le journal syndical fait le silence le plus complet sur la grève, tout comme la plupart des journaux de partout. Faut-il compter sur les syndicats pour empêcher que les usines Ford d'Angleterre ne fabriquent les pièces faites à Genk, pour empêcher que la production soit augmentée à Liverpool où est fabriqué le même type de voiture. La réponse tient dans la possibilité d'informer directement tous les travailleurs de Ford d'Europe et des U S A de ce qui se passe à Genk, et que ces ouvriers soient réellement solidaires par leur propre action. L'issue de cette lutte est là, essentiellement. La solidarité internationale dans les luttes est ainsi la conséquence de l'implantation internationale d'un trust et de son utilisation des disparités des économies nationales.

La lutte née dans ce cadre national n'a de chance d'aboutir que si elle atteint la dimension même du trust, parce que les travailleurs d'une des usines poursuivent sans faiblir leur lutte.

oooooooo

UNE OMISSION BIZARRE (suite)

(voir ICO N° 74- octobre 68- page 12)

Lettre d'un camarade de Grasse: " J'avoue que je n'ai pas beaucoup apprécié l'article d'ICO sur le bouquin de Cohn-Bendit et son frère. Pourquoi ce ton hargneux? Pourquoi cette susceptibilité si contraire à la tradition d'ICO? Moi aussi, j'ai tiqué en voyant le texte de la brochure reproduit sans citer la source. Mais j'ai essayé de comprendre. Les deux frères, pris de court pour sortir un livre ont fait pour le mieux. Et pour leur éditeur, il devait leur être difficile de reproduire notre brochure ainsi que de vieux textes de S. ou B. en indiquant la source. Et après tout ces camarades n'ont-ils pas collaboré à notre brochure? Le tort des deux frangins est peut être de ne pas vous avoir prévenu. C'est en famille que ces histoires de susceptibilité auraient dû se régler. Fraternellement. Je n'ai pas apprécié non plus le ton employé et les adjectifs pour parler de Coudray, Lefort, Debord et Cie. Ce n'est pas dans nos habitudes. Quiconque lira par exemple le bouquin de Debord aura vite compris à quoi bon insister hargneusement. Je reste persuadé de la bonne foi des deux frères et trouve qu'il suffit bien qu'ICO soit cité au début du livre et que le texte qui sert de base à notre regroupement en fasse les conclusions. Quant aux divergences sur l'appréciation de la situation en mai-juin, elles sont bien normales et doivent faire l'objet d'une discussion. Il y a aussi quelques bavures dans le livre de D. et G. Cohn-Bendit. Entre autres, l'affirmation que Bakounine était plus à gauche que Marx. C'est dépassé tout ça! Il suffirait de répliquer qu'avec son alliance ouvrière, Bakounine était déjà léniniste, alors que Marx n'a jamais préconisé la formation d'une élite dirigeante, ce que fut l'alliance ouvrière par rapport aux syndicats espagnols par exemple.

Pour en revenir à "l'omission bizarre" j'ai l'impression qu'outre la susceptibilité l'article traduit une défense d'une orthodoxie communiste de conseils. J'ai toujours préféré une bonne dose d'hérésie. Il n'y a que cela qui fait progresser."

hollande

Grève sauvage dans les chantiers navals:

VEROLME est la plus grosse entreprise de chantiers navals de la Hollande. Elle vient d'être touchée par des grèves sauvages qui pour être brèves n'en sont pas moins significatives.

Ces grèves ont éclaté à la suite d'un remaniement général des salaires. Sur les chantiers travaillent aussi des ouvriers d'entreprises extérieures mieux payés souvent que ceux de Verolme. Sous prétexte d'harmoniser et d'égaliser les différences les nombreuses catégories de salaires existantes ont été remplacées par 5 groupes. Mais chaque groupe comporte lui-même 5 catégories. Et ce sont les cadres qui affectent à tel ou tel groupe. En fait, rien n'est changé si ce n'est que l'arbitraire des cadres est plus grand qu'auparavant.

Le 5 septembre, une première grève d'une journée a éclaté à IJsselmonde (banlieue sud de Rotterdam) dans une usine mécanique du trust comptant 200 ouvriers. En même temps, il y avait des débrayages dans une autre usine d'IJlblusserdam. Dans ces deux usines, ces grèves entraînèrent l'ouverture de négociations au sein du conseil d'entreprise.

Le 19 septembre, les 2500 ouvriers du chantier naval de Rozenburg (sud de Rotterdam) se mettent en grève. Le départ de la grève semble être le fait des jeunes et des membres d'un comité d'action influencé par le parti communiste. Ces ouvriers se répandent dans tous les ateliers et c'est la grève. Les journaux syndicaux ont prétendu que les ouvriers avaient été contraints de débrayer sous la menace d'une bande armée de gourdins et ont maintenu cette version mensongère malgré un démenti de la direction elle-même publié dans la grande presse.

Toutes les manoeuvres ont été employées pour faire cesser la grève. Le second jour de la grève, 20 septembre, 7 grévistes furent licenciés et il leur fut notifié qu'ils ne seraient repris que si leurs camarades reprenaient le travail. Sans résultat. Pendant le week-end des 21-22 septembre, les journaux et la radio annonçaient la reprise du travail pour le lundi 23 septembre. Même le P C disait que quelque chose avait été obtenu et chacun ne faisait état que de vagues promesses, les syndicats continuant à affirmer en commun leur hostilité totale à la grève. En fait, il n'y avait rien. Le lundi, tous les ouvriers se présentèrent aux chantiers mais ils se rendirent tous à la cantine sans travailler. La direction passa aux menaces: dans l'après-midi elle déclara que ceux qui n'auraient pas repris le travail le lendemain seraient licenciés. Et la police était au rendez-vous pour assurer la "liberté du travail". Ce qui fait que l'équipe de nuit (300 ouvriers) reprit dès le lundi soir sans autre "victoire" que l'annulation de tous les licenciements.

Le système nouveau des salaires reste en vigueur et ce sont les ouvriers des entreprises extérieures qui voient leurs salaires réduits ou qui se voient mutés ailleurs pour éviter les comparaisons si leurs salaires sont "trop élevés". Si la grève avait réussi les répercussions en auraient été très importantes. C'est ce qui explique que les dirigeants, et principalement les syndicats, aient tout fait pour qu'elle soit trisée très rapidement.

Les manifestations étudiantes d'Amsterdam: le mouvement provo a disparu très rapidement: ses "leaders" sont casés et parfois bien casés, et plus personne

ne s'en réclame plus (1) .

A l'Université d'Amsterdam, une organisation genre UNEF- le SUB- est majoritaire. Ses dirigeants- une vingtaine- ont occupé le consulat du Mexique à Amsterdam. Quelques semaines, plus tard, ils furent traduits devant le tribunal. Une première manifestation est organisée devant le siège du tribunal.

Le 22 octobre, 3 à 500 étudiants s'assoient sur la chaussée. Ils sont dispersés par la police. Dans l'après midi ils se retrouvent sur le Dam, une des principales places d'Amsterdam. Ils sont 1000 à 1500 qui manifestent contre la justice et la police: il y a des bagarres.

Le jeudi 24, nouvelle manifestation interdite par le maire d'Amsterdam. Près de 3000 étudiants y participent et veulent se rendre à l'Université. C'est alors que se produisent les plus violentes bagarres.

Le samedi 26 octobre, une autre manifestation est prévue. Ce sera la dernière. Elle doit prendre un tour plus politique, les "groupuscules" tentent d'amorcer un processus pour que la lutte soit dirigée maintenant directement contre le gouvernement et ne reste plus une simple manifestation de solidarité. Seulement 2000 étudiants y participent.

Dans le reste du pays, même parmi les jeunes, les réactions sont hostiles; on considère que les groupes politiques cherchent la bagarre sans motif. Pratiquement pas de travailleurs dans les manifestations. Parallèlement se poursuit une agitation permanente dans les universités, notamment par des interventions dans les réunions de professeurs, dans les cours.

ooooo

France

DES TRAVAILLEURS /

Une partie des informations qui suivent a été échangée au cours des réunions du groupe des camarades de Paris (des 11 et 26 octobre et 9 novembre).

Tous les camarades de la région parisienne peuvent assister à ces réunions et y apporter la contribution de leurs informations et de leurs idées.

.....
" PROCHAINE REUNION: Vendredi 29 novembre-19h30 "

.....
(se renseigner à I.C.O.)

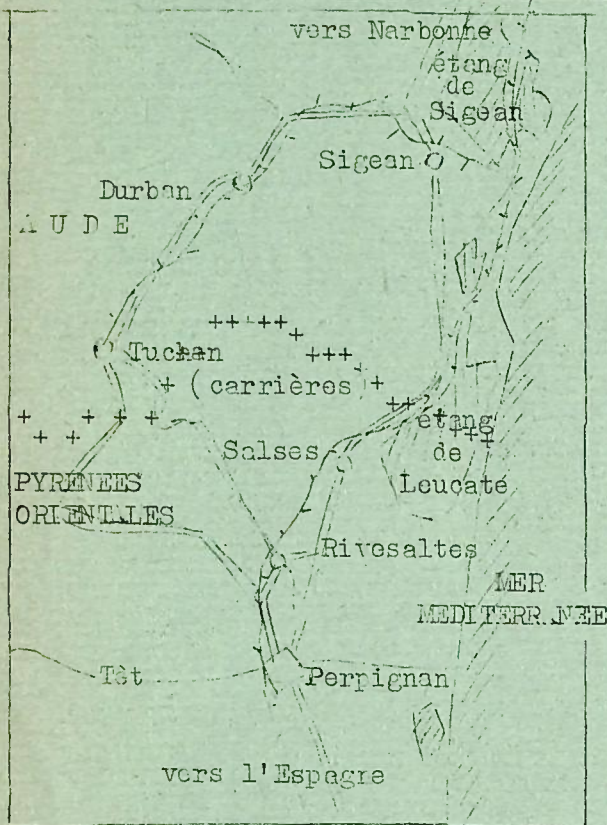
Les autres informations proviennent d'un groupe inter-entreprise issu de mai (groupe étudiant-ouvrier de Censier), des camarades de province, ou de la presse. Tous les camarades ont pu observer à quel point toute la "grande presse" sans exception, fait le silence sur les luttes aussi bien en France qu'à l'étranger. Aussi combien les informations des journaux des groupes "révolutionnaires" peuvent parfois être déformées, tronquées, ou orientées. Chacun d'entre nous

(1) voir brochure d'I.C.O. "Les Provos et la lutte de classe" supplément au N° 71-Mai 68

peut contribuer à cette collecte et redistribution de toutes ces informations sur le mouvement ouvrier de partout, ce qui est pour nous un des aspects essentiels de notre activité, et auquel nous entendons attacher la plus grande rigueur, tant dans la précision que dans l'analyse (sans avoir la prétention d'y parvenir). Dans ce travail, ICO ne peut être qu'une œuvre collective et c'est à chacun d'y participer.

à l'autre bout du monde

- d'un camarade de l'Aude:



Il y a quelques années, je vous avais envoyé une carte détaillée du département de l'Aude, avec une partie délimitée au crayon; cette partie se situe face à la mer, dans les garrigues arides entre le village de Tuchan dans l'Aude, et le village de Salces dans les Pyrénées orientales, au bord de l'étang; dans ces garrigues se trouvent des carrières de granitos, au plutôt une pierre qui sert à faire du granitos, pour carrelage. Et évidemment des hommes travaillent dans ces carrières et c'est là où commencent mes informations. D'ailleurs je joins encore à ma lettre une autre carte de l'Aude, mais cette fois délimitée au crayon exactement où se trouvent les carrières où travaillent une centaine d'ouvriers, en majorité algériens, quelques espagnols, très peu de français. Ces carrières sont dans des terrains communaux et appartiennent à la commune de Tautavel, Pyrénées orientales. Trois entreprises privées et une société les exploitent. Je travaille dans une des entreprises privées, en qualité de mineur; je suis français, natif de Tuchan, Aude. Ex secrétaire de syndicat CGT. Actuellement secrétaire de la Libre-pensée de Tuchan, militant individuel du groupe libertaire et C.N.T. de Car-

cassonne et Perpignan. Sans être pessimiste, je vous avoue que mes informations vous sembleront être données en un temps que l'on appelait "Moyen-âge". C'est pour cela que je renets à un autre jour les sévices que les ouvriers endurent "licenciements abusifs, horaires non respectés". Nous faisons 54h par semaine et seulement 48h payées. Un état-major ouvrier créé par le patron avec des ouvriers peu recommandables et inintelligents font travailler les autres; par exemple: les camions qui transportent la pierre de la carrière à l'usine peuvent faire cinq voyages par jour de 8h; mais les chauffeurs à la solde du patron en font 7, 8, et même plus; un de ceux-là la semaine dernière a voulu rouspéter au patron, car il était jaloux qu'un autre chauffeur l'ait supplanté, et fut mis à la porte sur le champ. A notre siècle, on se demande s'il peut encore se produire des choses pareilles, exemple: voir le patron licencier un ouvrier arabe et le charger dans la malle arrière de sa mercédès pour le ramener au bureau où son compte lui fut donné - 8km dans la malle. La semaine dernière un chef d'équipe sortant de l'hôpital après une opération, revient au chantier, mais un autre chef d'équipe avait pris sa place, et moins payé encore que lui.

Ce qui se passe dans mon entreprise est identique dans les trois autres. Les patrons de ces trois entreprises sont des parvenus, qui encore il y a 15 ans végétaient dans leurs villages; le mien, entre autres, faisait du marché noir pendant la guerre. La semaine prochaine, je continuerai mes informations, mais en pessimiste,

j'avoue que ça me soulage de dénoncer tout cela, malgré que rien ne puisse changer un tel état de choses, à moins qu'un gouvernement vraiment socialiste mette des délégués du personnel soutenus par eux, sans qu'on puisse les mettre dehors. Encore une pratique du patron: il se permet de diminuer le salaire initial et syndical. Chose énorme? Mais que peuvent faire cent ouvriers à 90% étrangers; la moitié des 10% restant sont vendus au patron, le reste n'a qu'une chose à faire: fermer sa gueule...ou partir. Quant aux syndicats nous ne savons pas ce que c'est ici et malheur à celui qui voudrait en créer l'ombre d'un. Je termine pour ce soir en espérant que toutes ces humiliations et sévices soient rendus un jour à ceux qui nous oppriment actuellement.

Toutes ces accusations portées contre le patron, je peux les prouver car depuis quatre ans, je ne fais que constater et prendre note.

Renault

- d'un camarade de Billancourt:

Le travail, les cadences, les heures: la R N U R travaille à plein rendement. La CGT pronostique même que "les augmentations de salaires de mai et juin ont favorisé une relance de la consommation, donc de l'expansion" et que "la Régie en ressentira des conséquences". Pour l'instant, ce sont les travailleurs qui en ressentent les conséquences. Des dispositions sont prises pour accélérer le rythme de travail et procéder à des déclassements si les normes ne sont pas atteintes.

Il y aurait 4000 nouveaux embauchés. A Flins, beaucoup voudraient bien faire des heures mais ne peuvent à cause des transports (circuits de ramassage). Les cadences sont tellement poussées que des voitures arrivent en bout de chaîne non terminées; il faut y ajouter les pièces manquantes ce qui crée la pagaille. Contrairement à ce que beaucoup pensent, les cadences sont aussi dures chez Renault que chez Citroën et dans certains ateliers l'ambiance se vaut.

La maîtrise est réorganisée. La direction semble vouloir reprendre le contrôle. Le serrage de vis descend la hiérarchie. Le chef de département bouscule le chef d'atelier, etc.. et au bout, pour les ouvriers, les rapports sont de plus en plus durs. Les flics de l'usine sont maintenant en civil. Autrefois, quand ça n'allait pas on pouvait discuter directement avec les chefs, maintenant c'est la réponse invariable: "allez voir votre syndicat". Le "cas" de l'ouvrier est débattu au sommet, en dehors de lui, entre chefs et "délégués".

Les jeunes sont l'objet de soins particuliers. Dans un atelier une réunion avait eu lieu pendant le travail. Les chefs d'atelier et de département étaient furieux et ont collé un avertissement au délégué CGT. Tout l'atelier a débrayé une heure par solidarité. Mais la maîtrise a fait pression sur les jeunes avec des arguments du genre: "pour faire la grève, il faut avoir 21 ans". 2 ont repris immédiatement le travail.

Les élections de délégués du personnel et au comité d'entreprise:

Manifestement, les responsables CGT étaient inquiets de perdre leurs places. Ils sont maintenant rassurés. A la bataille des tracts et proclamations a succédé la bataille des communiqués et des pourcentages. Dans un département (I7) où la CGT et le PC ont tout en mains, ils ont perdu 8 à 10% des voix. Mais que signifient ces déplacements? Dans le collège ouvrier (20% d'abstentions) les sièges se répartissent ainsi:

CGT: 80 (-8) CFDT: 18 (+6) FO: 8 (+2) S I R: 4 (0)

Chez les mensuels (40% d'abstentions):

CGT: 5 (-3) CGC: 4 (-1) FO: 1 (+1) CFDT: 5 (+2).

Des incidents curieux se sont déroulés avant les élections, des gardiens ayant arrêté et livré à la police des adhérents CGT, dont un délégué, qui peignaient des slogans sur le sol de l'usine. Les trois membres CGT ont été mis à la porte, le délégué CGT a eu

3 jours de mise à pied. Seul un tract CGT en a parlé brièvement. Les autres militants CGT font semblant de n'être pas au courant mais si on les pousse, admettent les faits tout en ajoutant que des éléments se sont infiltrés dans la CGT pour la détruire. Ce que répètent aussi presque tous les tracts CGT.

La cantine: c'est le sujet bateau à la RNUR. Elle est gérée par la CGT, ce qui vaut régulièrement des tracts où il est expliqué laborieusement que la gestion est difficile et que les prix doivent augmenter... La CGT voudrait bien faire participer les autres syndicats à cette gestion, mais FO et CFDT se défilent: c'est trop emmerdant. À défaut la CGT peut se servir des services sociaux comme panneau électoral:

" Le personnel employé dans les restaurants, aux services sociaux, à la crèche à Loisirs et Culture.... a voté pour désigner ses délégués. Voici les résultats:

liste CGT: 334 voix sur 374 exprimés, soit 89,3% (+ 8 voix et 0,5%)

liste CFDT

et FO : 40 voix soit 10,7% (-1 voix et - 0,5%).

Cette nouvelle progression de la CGT souligne toute la confiance manifestée par les ouvrières et ouvriers du Comité d'Entreprise.

Cette profonde unité contribuera à améliorer encore la gestion des oeuvres sociales et des restaurants dans l'intérêt de tous les travailleurs de l'usine". (tract CGT - 5/II/68).

La prime de fin d'année: il semble que la direction essaie de récupérer une partie des augmentations de mai sur les primes, en manipulant les différents éléments alors que le total reste inférieur aux années précédentes:

I2/66	I2/67	I2/68
27.500 hiérarchisés	28.500 hiérarchisés	16.500 hiérarchisés
9.000 " "	5.000 " "	15.000 " "
9.000 fixe	5.000 fixe	néant.

(ce sont des taux de base).

La partie fixe a disparu. La CGT ne dit rien d'ailleurs sur la hiérarchie: elle réclame l'indexation sur les salaires.

L'association Renault-Peugeot:- L'affaire Fiat-Citroën:

"Le gouvernement est en difficulté".

Ce n'est pas le titre d'un tract de mai, mais d'un tract CGT d'octobre d'avant les élections, du grand style "riposté", "graves problèmes", "bataille pour protéger notre usine et les acquis de la nationalisation... bataille pour une nouvelle implantation à Billancourt", "combat de classe".

La CFDT aussi aussi aménage le capitalisme. L'annonce de la construction d'une usine Renault-Peugeot dans le Nord à Douvrin la Bassée pour fonctionner en 71 6000 ouvriers en 75, vaut un tract où sont pesés les aspects "positifs" (l'embauche de mineurs et d'ouvriers des filatures) et "négatifs" (mêmes arguments que la CGT sur le "démantèlement" des nationalisations). Une phrase inquiétante: "les travailleurs de cette usine doivent avoir des conditions de travail et de salaires très voisines de celles faites aux ouvriers de chez Renault ou Peugeot". En sera-t-il comme les ouvriers ex-mineurs de Ford au Limbourg?

La CGT et les principes: dans un tract du 25/9/68 la CGT Renault a posé les principes de fonctionnement du syndicat unique. Au même moment, dans d'autres tracts, elle applique ces mêmes principes:

" s'il n'en tenait qu'à nous les délégués syndicaux seraient désignés et élus dans chaque département par les travailleurs, nous pensons que ce serait la forme la plus démocratique".

" C'est donc le bureau de la section syndicale qui propose les candidats. Ensuite, tous les syndiqués sont consultés individuellement par bulletin de vote où ceux-ci peuvent exprimer leur opinion. Les camarades proposés par les syndiqués du département sont ensuite ratifiés par le comité exécutif.

Cette explication est nécessaire, car elle démontre bien la démocratie syndicale qui existe à la CGT. Les candidats ne sont en aucun cas "parachutés" ni inconnus des travailleurs. C'est ainsi que sont choisis les candidats CGT. "

("L'Echo des métallos Renault"- section Renault du PCF N° 112 septembre 68- conversation avec un délégué CGT de l'Ille Seguin).

"premier principe: la section syndicale de base doit être majeure dans ses décisions. Personne ne peut remettre en cause l'avis du groupe de syndiqués de la base.

"deuxième principe: le syndicat doit être ouvert à tous. Le syndiqué ne doit pas être inquiété lorsqu'il manifeste son opinion personnelle.

"troisième principe: le syndicat doit être indépendant vis à vis des gouvernements, des patrons, des partis politiques ou des églises.

"quatrième principe: le syndicat doit nécessairement mener une activité de classe. Il doit mener son combat sans compromission ou collaboration avec le patronat. Il doit avoir comme but final, l'avènement d'une société débarrassée de l'injuste système capitaliste qui autorise à une minorité de propriétaires d'usines ou de banquiers, de s'accaparer les fruits du travail de la masse des salariés."

La CGT s'adresse à Monsieur Dreyfus:

"Monsieur le Président Directeur Général,

Dans leur immense majorité, les 70.000 travailleurs de la Régie Nationale des Usines Renault ont participé aux grèves de mai et juin.

Vous connaissez certainement les raisons qui ont motivé cette puissante action.

....

Or, depuis juin nous constatons:

...

Ces faits entre autres, provoquent un mécontentement justifié.

En conséquence, et conformément aux dispositions contenues dans l'article 16 de l'accord qui prévoit la réunion des parties signataires.... nous vous demandons de convoquer une assemblée extraordinaire des signataires des accords de 1967.

...

Veillez agréer, Monsieur le Président Directeur Général, l'assurance de nos sentiments distingués "

(Billancourt- tract CGT- 25/9/68.- cette lettre est pour obtenir ce qui n'a pas été obtenu en mai, la retraite à 60 ans et la mensualisation).

"cinquième principe: le syndiqué a le devoir de ne pas porter entrave aux décisions et aux orientations décidées par la grande majorité de syndiqués. Il reste cependant libre de son comportement personnel.

(cependant)

"A chaque attaque contre la CGT - Une Riposte immédiate:

"Depuis le retour des congés et plus précisément depuis un mois, une attaque d'une envergure rarement atteinte est organisée dans l'usine, contre le syndicat CGT et contre ses militants.

"A ces atteintes, s'ajoute la complicité des éléments irresponsables camouflés sous des étiquettes "Comité d'action". Certains ont été embauchés dans la

....."
 " Merci et bonne retraite.
 " ..
 " deux militants CGT du département 55
 " qui vont prendre leur retraite..
 " l'un est militant catholique, l'autre
 " est communiste.
 " l'un était responsable syndical à
 " l'échelon de l'usine des questions
 " d'hygiène et de sécurité et l'autre a
 " longtemps travaillé sur les problèmes
 " de retraite complémentaire.
 " Ces deux camarades ont servi la même
 " cause dans le même syndicat, la cause
 " la plus exaltante qu'un homme peut con-
 " naître...
 " (tract CGT-Billancourt-23/9/68)
 "

dernière période.
 " "Il faut voir dans cette opération, l'éter-
 " nelle lutte du patronat contre l'organisation
 " syndicale CGT. Il a toujours essayé de nuire
 " à la CGT par deux moyens: la répression ou
 " l'utilisation d'éléments qui tentent d'affai-
 " blir le syndicat dans l'atelier par la phra-
 " se pseudo-révolutionnaire et l'agitation
 " aventuriste.
 " "Les Comités d'action ont été créés pour
 " faire le travail du SIR (grillé aujourd'hui)
 " "Ces comités d'action ont la particularité
 " de réunir là où elle existe, toute la fine
 " fleur anti-CGT de l'usine animée plus spécia-
 " lement par des éléments embauchés dans L'île
 " Seguin, au département 98 (Contrôle). Cette
 " tactique permet de placer des hommes dans
 " tous les ateliers.

.....
 " Ils sont recrutés dans les milieux univer-
 " sitaires. Mais c'est incontestablement, l'Ecole Supérieure de St Cloud qui est chargée
 " de s'occuper de la Régie, c'est d'ailleurs là que sont écrits et tirés les tracts dis-
 " tribués aux portes. On ne nous a toujours pas dit avec quel argent.

"Le but est simple: faire de la démagogie et faire apparaître l'inutilité
 " du syndicat, poignarder à chaque fois la CGT, lancer des mots d'ordre irréalisables
 " dans un moment donné, pour dresser les travailleurs les uns contre les autres, et les
 " décourager des luttes revendicatives.

"La direction les favorise, elle sait que tout ce qui gêne la CGT
 " dans le moment présent, est utile et permet d'éviter l'organisation des luttes".

(Billancourt- tract CGT- 28/10/68).

A chaque attaque contre riposte immédiate:

.....
 " Renault-Billancourt
 " s'appuyant sur un prétendu vol de pro-
 " duction, trois travailleurs ont été
 " sanctionnés dont un licencié et deux
 " avec 3 jours de mise à pied, parmi eux
 " le délégué CGT sanctionné pour complici-
 " té parce qu'il a refusé de dénoncer ses
 " camarades.
 " La section syndicale du département I2
 " ... a organisé un important meeting ven-
 " dredi midi à la sortie de la cantine.
 " Ensuite une délégation s'est rendue au
 " département pour exiger le retrait des
 " sanctions... Cette action a imposé un
 " premier recul puisque de 3 jours de
 " mise à pied, la sanction est ramenée
 " à une journée.
 " (tract CGT- 28/10/68).
 "

.....
 " La Cellophane-Mantos
 " "Le mardi 22 octobre, les 1500 ouvriers de
 " l'usine s'étaient mis en grève totale à
 " la suite d'une fouille générale (suite
 " au vol de la paie de l'usine), et de la
 " "démission" forcée d'un ouvrier trouvé
 " en possession d'une sanglo volant 10 F.
 " Trois autres ouvriers furent licenciés
 " à la suite d'incidents avec la maîtrise;
 " la direction veut aussi licencier le se-
 " crétaire de la section CGT.
 " Le 28 octobre, 400 ouvriers avaient re-
 " pris le travail à l'appel de la direction
 " Les grévistes ont voté la reprise le 30
 " suivant la position CGT- et CFDT.
 " "Aucun des licenciements n'a été annulé
 "

chausson

accessoires automobiles, carrosseries, radiateurs.

Même situation que chez Renault.

Grosse intensité de travail. Glissement de la CGT aux élections, la montée de la CFDT étant surtout sensible chez les mensuels. Plus d'abstentions.

Quelle est l'explication de ces déplacements d'influence? Mécontentement vis à vis des syndicats? Mai-juin peut être un peu, beaucoup plus l'affaire tchécoslovaque. Mais ce ne sont que des suppositions.

La CGT met une sourdine à ses attaques contre la CFDT. Elle est largement majoritaire et a la haute main sur la cantine et les oeuvres sociales. C'est la vieille tactique de la CGT d'être partout où il se fait quelque chose pour faire vivre des gars du parti (même les achats de la cantine passe par une coopérative entre les mains du parti).

L'agitation revendicative est à zéro. Il reste 20h à récupérer en décembre sur les heures de grève de mai; les syndicats feront - peut-être- une action si la direction veut obliger à récupérer. Les ouvriers ont récupéré en argent les pertes de mai: les heures supplémentaires sont nombreuses. Tout compte fait -grève comprise-, chacun ne s'en tire pas mal (ce qui n'est pas le cas partout par exemple chez Hispano).

Chez Chausson, la direction accepte toujours de discuter; il n'y a pas de répression. Il faut remonter à 1948 pour trouver des flics à la porte de l'usine pour un tract.

Projets de transformation de l'usine. C'est le type d'entreprise en perte de vitesse qui essaie de se survivre. Il est question de gestion par ordinateur. Le transfert en province est reporté en raison des commandes. Un atelier d'outillage a été supprimé à Gennevilliers pour rationalisation et transféré à Reims et à Asnières. (150 emplois). Pas d'action syndicale - 30 gars sont partis d'eux-mêmes. D'autres en retraite anticipée (115.000 par mois de 60 à 65 ans) et satisfaits de l'être. Les autres recasés dans l'usine. L'école de formation professionnelle connaît sa dernière année d'existence: cela prouve que l'usine peut se passer de main d'oeuvre qualifiée car il existe sur le "marché" une masse d'O.S et de Professionnels où l'on peut puiser facilement (l'école d'apprentissage Renault recrute aussi de moins en moins d'élèves).

verger-delporte

(V.D.)

(une des plus grosses boîtes d'installation électrique)

(voir "un patron de combat" ICO-N° 70- avril 68).

La grève de mai a été la première chez V.D.

V.D. refuse toujours de reconnaître le syndicat. Les candidats CGT et CFDT ont été mis à la porte et V.D. tente de monter un syndicat autonome. Au festin mensuel réservé aux cadres et à la maîtrise (chacun a sa place marquée à son nom, de sorte que l'absent est tout de suite repéré) un tract CGT-CFDT "Bon appétit" a été distribué. Le chef du personnel, un ancien flic a essayé l'intimidation. Puis V.D. lui-même et 10 cadres sont sortis, juste au moment où arrivait un car de flics appelés pour un "accident de voiture". Un camarade espagnol a pu se sauver alors que V.D. criait "attrapez-le. Je vous donnerai son nom". Les autres ont été arrêtés par les flics plutôt mécontents d'avoir été bernés, relâchés peu après. Un tract est distribué sur les chantiers pour expliquer ce qui s'est passé.

R.A.T.P.: le pilotage automatique des rames s'installe peu à peu. 57 équipes seraient supprimées et reclassées dans d'autres tâches. La CGT est muette sur la "modernisation" et l'automatisation et ses conséquences. Actuellement, personne ne parle de la récupération des heures de grève payées à 100%, bien que rien n'ait été défini à la reprise.

modet

machines agricoles- Montereau.

Débrayage d'une demi-journée pour une augmentation de salaire. Refus mais la direction propose la mise en place de la "participation". Ce qui provoque un conflit entre le représentant cadre CGT (PSU qui accepte de jouer le jeu) et le représentant ouvrier- qui refuse- avec l'appui des ouvriers.

Journot-schneider

matériel électrique- St Denis:

là aussi travail à plein rendement.

Accords de salaires sur le plan de la métallurgie parisienne: taux de salaires augmenté de 15% mais cela n'apporte rien car ils sont très inférieurs aux salaires réels. Autrefois seul FO signait de tels accords ce qui lui valait des critiques acerbes de la CGT. Aujourd'hui la CGT a signé et c'est la CFDT qui dénonce.

matériel d'imprimerie (petite entreprise)

Paris:

L'entreprise a renoncé à faire récupérer les heures de grève de mai, les ouvriers ayant préféré remboursé l'avance. L'horaire a été porté à 47h. Symboliquement les ouvriers ont refusé le premier jour de faire la 1/2 heure supplémentaire. Incident entre un ouvrier et un chef d'atelier qui prétendait donner des conseils sur la manière de faire le travail. "Je vous emmerde" répondit l'ouvrier, qui fut saqué pour "in correction"- malgré l'intervention des délégués, sans conviction puisque ceux-ci jugeaient eux-mêmes que le "manque de respect" n'était pas défendable. La direction ne paraît pas en mesure de s'opposer aux revendications de salaires: elle a dû rectifier des discriminations introduites en juin et donner 0.50% de plus que les 3% en octobre. De même la direction n'ose pas s'opposer réellement aux revendications sur les conditions de travail.

Citroën

Comme ailleurs, la production est poussée au maximum, les cadences affolantes: les gars s'en vont au bout de deux heures ou d'une demi-journée.

Tous ceux qui se sont fait repérer pendant la grève finissent par être virés. Des provocateurs maison viennent leur chercher des crosses. La maison paie les indemnités après licenciements.

La maîtrise se comporte comme au 19^e siècle, question méthode, question corruption. A la peinture, c'est bien vu le matin d'amener sa bouteille au chef.

Le syndicat indépendant agit d'une façon violente comme à Caen, ou plus habilement. A Paris, il sert à tester la résistance des nouveaux: on leur propose l'adhésion. Si la réaction est violente, le gars est viré. Si elle est médiocre, le gars est suspect. Comme le dit si bien un tract " Adhérer au syndicat Indépendant Citroën, c'est lutter pour votre avenir ".

L'affaire Fiat-Citroën a donné la mesure de la finalité des syndicats dans la société capitaliste: la CGT dit nationalisation. La CFDT dit : "Bercot a mal géré". Tous parlent de gestion "plus rentable" (que seraient les cadences dans une usine "bien gérée" quand on connaît celles de l'usine "mal gérée" d'aujourd'hui !). Tous ces arguments ne touchent guère les ouvriers qui sont en majorité étrangers. Qu'est-ce que la nationalisation pour eux? Par contre dans les ateliers d'outillage où il y a des français en majorité, cela rencontre un certain écho.

A Asnières dans un atelier de décolletage, 25 ouvriers ont débrayé 1/2h pour demander la mutation d'un contremaître. L'arrêt de cet atelier bloquant l'usine satisfaction a été donnée. Après la grève deux délégués CGT et CFDT ont proposé leur aide. Les ouvriers ont refusé et ont déclaré qu'ils étaient assez grands pour se

débrouiller eux-mêmes. La déléguée de la CFDT (15 ans de bons et loyaux services) était ulcérée. Ce fait nous paraît très important et significatif de l'attitude présente des ouvriers à l'égard des syndicats et de leur volonté de prendre leur lutte en mains.

A la sellerie un nouveau siège doit être sorti.

La maîtrise doit se débrouiller pour fixer les cadences. Tous les ouvriers se sont entendus pour couler les temps. Pressions, avertissements, menaces, semblent n'avoir eu guère de résultat. 1100 voitures sont sorties sans sièges. Les ouvriers étrangers sont parmi les plus combattifs.

Levallois, deux ateliers d'entretien et d'outillage se sont spontanément mis en grève pour obtenir la réintégration d'un camarade qui a été viré, pour de prétendues "insultes envers un supérieur".

Il s'agissait d'une véritable provocation de la maîtrise.

Le chef d'atelier de l'entretien a engagé une conversation personnelle avec un électricien P 3. Au cours de la conversation, il lui a dit qu'avec ses compétences il pouvait devenir chef d'équipe cucontremaître. L'ouvrier a répondu: "je ne veux pas être un sergent enmerdeur". Immédiatement, le chef d'atelier a fait un rapport qui a entraîné le licenciement immédiat du travailleur. Les ouvriers de l'entretien ont réagi instantanément en enfermant la maîtrise dans les bureaux et en se mettant en grève. Ils ont entraîné dans la grève l'outillage et le contrôle métrologie. Dans ce dernier atelier, la CFDT est d'ailleurs majoritaire. Le mercredi en fin de matinée, les travailleurs ont relâché la maîtrise à la demande de la CGT. La grève s'est poursuivie toute la journée et le jeudi. Le vendredi matin, les délégués CGT et CFDT ont été reçus par Treuttel, de la direction du personnel. Ce dernier a refusé de rapporter le licenciement. Après que les délégués aient rendu compte de leur négociation, les travailleurs découragés ont repris le travail le samedi.

Négligeant d'informer les autres usines, les syndicats ont uniquement proposé d'organiser l'action dans les ateliers pour "s'opposer" au licenciement arbitraire (comme s'il y avait à reprendre les distinctions entre licenciement "arbitraire" et licenciement "justifié", entre licenciement "pour raison technique" et licenciement "pour raison de discipline"!). Puis dans un second tract daté du 28/10, les syndicats ont dissimulé leur échec sous de grandes phrases creuses dont le titre donne un bon échantillon (" tous unis, l'avenir est à nous").

La direction, elle, avait réagi immédiatement par l'isolement et la surveillance des ateliers, en postant tous ses flics et agents de maîtrise de Javel pour jouer les jaunes, ceci pour empêcher que le mouvement ne risque de se propager dans les autres ateliers.

C C C S I C I V

(Commissariat à l'Energie Atomique).

Des inexactitudes ou imprécisions dans le compte rendu du dernier bulletin (N° 74 octobre 68- pages 9 et 10). Les syndicats n'ont jamais refusé formellement leurs représentants au Comité Intersyndical de Coordination (C.I.C.): ils "négligeaient" seulement de le faire. D'après "l'accord cadre" qui a suivi la grève de mai, les syndicats, formés en Intersyndicale nationale, devaient avoir droit de regard sur les questions de programme et de personnel. C'est l'administrateur général et non le Haut Commissaire qui refusa ce droit aux syndicats lors de la discussion des nouveaux programmes. Page 10, second paragraphe ce n'est pas l'accord cadre qui n'est pas signé mais la Convention de travail, l'Intersyndicale nationale n'étant pas encore constituée. Page 10 4è paragraphe, la CGT tente de faire modifier la motion mais n'y réussit pas. Page 10, dernier paragraphe, depuis la manifestation les représentants syndicaux " n'oublient" plus d'assister aux réunions du C I C; c'est plus sûr pour arrêter dans l'oeuf toute velléité "d'agitation". Quant au compte rendu de la réunion avec la direction, il a finalement été fait, mais sous la forme d'un communiqué affiché dans les panneaux syndicaux ce qui évite les aléas d'une assemblée générale.

À la suite de cette manifestation la répression commença ouvertement à Saclay. Dès le lendemain, l'Administrateur Général demandait aux chefs de services les noms des manifestants afin de leur retirer une journée de salaire et menaçait de sanctions plus graves en cas de récidive. Le C.I.C. prit alors la totale responsabilité de l'affaire demandant simplement aux unités de bien vouloir signer des motions de solidarité. 55% environ du personnel se déclara solidaire. Au contraire, la fraction la plus stalinienne de la CGT vota en catastrophe et en catimini une motion de défiance au C I C dans laquelle elle menaçait d'en retirer les délégués CGT si un nouvel incident du même genre avait lieu. La CFDT ne s'est pas prononcée en tant que telle; quant au syndicat maison et à la CCC il y a longtemps qu'ils ne participent plus au C I C. Cette décision de la CGT a créé quelques remous dans un certain nombre de sections syndicales. Il est visiblement encore un peu trop tôt pour que la CGT puisse se débarrasser sans coup férir de ses éléments "gauchistes". Malgré la résurgence d'un vocabulaire stalinien (certaines syndiquées furent traitées de "hyènes sanglantes") une conciliation fut trouvée pour éviter l'éclatement. Signalons de plus que si le Haut Commissaire a bien fourni à l'Intersyndicale le compte-rendu de la réunion à la date prévue, les syndicats n'ont pas répercuté ces informations, sauf à leurs adhérents, et non à l'ensemble du personnel comme promis, et au bout de plusieurs semaines seulement. Il est juste de dire qu'ils ont affiché ce compte-rendu sur les panneaux réservés aux syndicats et aux conseils d'Unité évitant ainsi les aléas d'une réunion publique.

La deuxième offensive de l'Administration date de la dernière quinzaine d'octobre. Elle annonça successivement que l'après-midi du jeudi n'était pas accordée aux membres des entreprises extérieures, que ceux-ci n'avaient pas non plus le droit de participer aux assemblées générales et à la discussion de la convention de travail. Le 24 octobre, elle faisait savoir que le contingent d'avancement annuel serait diminué en 1969. Ces deux nouvelles, pourtant connues simultanément, n'ont pas provoqué l'émotion qu'on aurait pu attendre. Le C I C qui a eu chaud le 18 septembre, s'est rangé du côté des syndicats (c'est-à-dire qu'il s'est mis sous leur coupe) et a demandé au personnel de ne pas céder aux "provocations" de l'Administration. Ça n'a pas été de gaieté de cœur qu'un certain nombre de ses membres a dû se plier à cette décision. Il est très probable cependant que l'effectif de 400 personnes n'aurait même pas été atteint si une nouvelle manifestation avait été décidée: une certaine démoralisation règne maintenant au sein du personnel, sagement entretenue par le mot d'ordre syndical "Ne dispersons pas nos efforts, gardons nos forces intactes pour la conclusion de la convention de travail". Autrement dit: laissons tomber nos camarades des entreprises extérieures pour nous défendre nous-mêmes demain.

Ainsi tout semble maintenant rentré dans l'ordre. Comme le remarquait un agent du C E I : "les syndicats savent que lorsque les gens auront avalé des couloevres pendant six mois, leur gosier sera suffisamment dilaté pour laisser passer n'importe quoi".

/P.O. Box 466-00000000 Peter Stuyvesant Station- N.Y.- N.Y. 10.009

EXTRAIT de "Anarchos" N° 2: "Nous pensons que les mouvements révolutionnaires ne peuvent plus limiter leur tâche à la prise de conscience d'une critique de la société. La critique doit aussi s'étendre au projet d'une reconstruction complète d'une civilisation non répressive.. Ces mouvements ne peuvent donc plus attaquer la misère du ghetto urbain moderne sans offrir une vision libérée d'une communauté libre..; plus attaquer le spectacle d'une fausse existence -confort, relations humaines bureaucratiques et hiérarchiques, sans évoquer une vision nouvelle de l'expérience quotidienne et de la solidarité sociale..; plus attaquer la valeur répressive de la vie privée (famille patriarcale, socialisation autoritaire de la jeunesse..) sans offrir une nouvelle vision de l'association libre entre les sexes, les générations, et l'autogestion la plus complète de la vie personnelle comme de la vie sociale...Le révolutionnaire dans sa tentative de changer la société, ne peut plus éviter d'effectuer les changements nécessaires à la reconquête de sa propre existence et son propre rapport avec les autres êtres humains".

Correspondance

LES LETTRES nous parvenant s'adressent à tous les camarades d'ICO. Elles sont publiées dans le bulletin. Répondre à une lettre ne doit pas être le fait de quelques camarades de Paris. Il n'y a pas de spécialiste et chacun peut dire ce qu'il pense des informations ou des remarques que contiennent ces correspondances. Nous n'avons pas une réponse: elle doit être le fait de ou des camarades qui s'intéressent à la question ainsi soulevée par un autre camarade.

Lettre d'un soldat: "En ce jour, j'attaque mon 10ème mois d'armée. Plus cela avance, et plus je constate que ce "machin" est pourri. Le record a été battu ces jours derniers. Un officier de mon régiment a passé une revue: il a fait ouvrir toutes les armoires des types; pour vérifier l'état et la propreté des tenues militaires, penses-tu? Eh bien, non, de cela il s'en moquait totalement. Il a commencé par vérifier tout ce qui n'était pas visible directement, boîtes et sacs, et les fit ouvrir afin d'en voir le contenu. Dès qu'il trouvait un bouquin, autant te dire qu'il était épluché. (aucun livre "mal pensant" n'a été trouvé, ils avaient été planqués in-extrémis). Toutes les lectures ont ainsi été vérifiées. Il a même osé regarder les agendas personnels de certains types. J'ai assisté à cette scène particulièrement humiliante:

L'officier examinant le carnet d'un type découvre l'adresse d'un de ses amis dont le nom est arabe.

L'officier: - "qui est-ce? "

le type: - "un copain "

- "d'où est-il? "

- "de Paris "

- "et ta soeur " (sic).

L'officier se tournant vers un de ses subordonnés:

- "il y a certainement les tirailleurs marocains qui sont passés par là pendant la guerre "

Cette fois le stade de la grosse comédie militaire est dépassé, c'est de l'humiliation caractéristique. Ceci ne s'est pas passé chez Franco, Salazar ou Ulbricht, mais dans le bon pays dont la devise, je te le rappelle est "liberté, égalité fraternité ", tu parles !

Tout ceci a commencé depuis que l'on a dissuadé un "collègue" de rempiler. Catastrophe !

- d'un camarade des Landes: "j'ai reçu le N° 72, août-septembre, dont je vous remercie, et je ne vous ai pas accusé réception, voulant le lire entièrement et dûment. En principe je n'ai rien à dire, mais il y a des appréciations avec lesquelles je ne suis pas d'accord sur l'analyse des événements de mai-juin. Mais vous n'êtes pas les seuls et j'ai entendu très souvent les mêmes propos. Ce fut le hasard, et ils ne savaient pas ce qu'ils voulaient; ce n'est pas tout à fait la même réflexion que vous faites à ICO mais, à peu près la même chose. Ce même phénomène nous l'avons vu à Carrara. Et pourtant, si je revis mes premiers jours comme sympathisant ou militant de l'idée anarchiste, et ceci va loin; vers 1919, je vois le même phénomène partout, Espagne, Italie, Amérique du Sud, je ne dirai pas la France, parce que je suis arrivé en 1923 et déjà le Mouvement anarchiste se trouvait comme aujourd'hui divisé en mille groupuscules. Mais au fond de tous, la même chose, la recherche de la Révolution sans aucune préparation avant ni but défini au point de vue social ou économique, faire la Révolution et nous verrons après était le but poursuivi. Pourquoi vouloir que la jeunesse d'aujourd'hui soit plus positiviste que celle d'hier?

Ils ne savent pas ce qu'ils veulent, c'est peut-être vrai, comme ça l'était hier, mais ils savent ce qu'ils ne veulent pas et c'est de là que nous et les autres devrions commencer à analyser, parce que, ce qu'ils ne veulent pas, c'est la clé et la seule de la Révolution. Prétendre qu'un groupe quelconque, avec une définition

doctrinaire pourrait rassembler tout un peuple comme la jeunesse l'a fait aux premiers jours de Mai, ce n'est pas être psychologue ni vraiment révolutionnaire, parce que toute doctrine implique credo et anticredo, c'est-à-dire les pour et les contre, et ceci est la base des discordes éternelles.

Trotsky (et je ne suis pas trotskiste ni communiste du tout, ni par principe, parce que je sais que dans le communisme il n'y a pas de liberté, et je suis libertaire) était la principale tête de la Révolution d'octobre, mieux dit, de février 1917, Lénine était un vulgaire démagogue, malgré tous les écrits faits après, en dehors de sa démagogie circonstancielle, je n'ai pas trouvé en lui le sens de l'organisation sociale et révolutionnaire dans le sens de l'émancipation du peuple. Ce fut Trotsky qui créa et organisa les soviets à partir de février, et c'est lui qui décida le jour d'octobre et le moment où les soviets (comités) ouvriers et paysans devaient donner l'assaut au Kremlin et ce fut lui qui organisa dans les usines et dans l'armée les premiers groupes de combattants et travailleurs selon le rite du peuple par lui-même. Mais ce fut lui aussi qui, par peur de perdre la Révolution, organisa la répression contre les ouvriers (première grève des ouvriers de la soie à Moscou, et réprimée violemment) et répression contre les ouvriers et soldats de Kronstadt qui voulaient des soviets libres. Et ce fut lui aussi, qui aux premiers jours de notre révolution de 1936 prophétisa la possible déroute de notre combat quand il dit (depuis le Mexique où il était exilé) la Révolution est un fait psychologique, c'est dans les premiers jours de celle-ci qu'elle doit être gagnée, pendant que le peuple est dans l'euphorie des combats, si elle s'éternise, ce n'est plus la Révolution, c'est un fait d'armes, une guerre, et celle-ci se gagne avec les armes, et non plus avec l'enthousiasme, sans oublier que la guerre plus elle se prolonge, plus elle devient guerre et non Révolution. Et ce fut ce qui nous arriva. Mais revenons à la jeunesse de mai-juin.

Elle ne savait pas ce qu'elle voulait, mais elle savait ce qu'elle ne voulait pas, elle comme le peuple ce qu'ils ne voulaient pas c'était la continuation d'un Etat autoritaire qui ne payait qu'avec des mots. Elle ne voulait plus de hiérarchies elle voulait détruire toute forme d'autorité qu'impose une condition d'existence obligatoire et devant laquelle il n'y avait pas d'appel. Ce fut la raison de l'approbation des intellectuels d'abord, et le reste du peuple ensuite. Mais le jour où les partis se manifestèrent, prétendus de gauche (Mitterand et Cie) pour, et le Parti communiste contre, le tout se gâche, et nous rentrons dans la décomposition de la révolution avec les groupuscules qui au principe se devaient de sortir le meilleur morceau possible du gâteau.

La révolution de mai-juin a raté parce qu'il n'y avait pas de révolutionnaires en France, il y a des mécontents, mais ces mécontents ne veulent pas des chambardements qui compromettent leur commodité de vie, c'est bien pour eux de protester mais dans le respect des lois et coutumes.

.....

Prétendre, comme toute religion, que le communisme est le produit de l'abondance,.... c'est propager un Paradis lointain et toujours après la mort comme toute religion. Le fait est que l'abondance, sans le respect de la personne humaine n'est pas acceptable par les intelligences saines, l'homme avant tout, il veut être libre, et seulement dans la liberté il se sent personne humaine, voilà pourquoi la jeunesse du monde veut la liberté sans hiérarchie, celle-ci est la négation du sentiment et de la progression intellectuelle. Et ce fut ce mois de mai-juin l'abattement de la Grande Pyramide du mensonge marxiste parce que ce fut la confirmation de l'existence de l'HOMME comme être pensant et sentant son âme, c'est-à-dire le produit de sa sensibilité et son intelligence le conduit à la liberté, à ne pas vouloir être une chose, il réaffirme sa condition humaine par le droit à sa défense devant toute prétention, d'où qu'elle vienne.

La Carrara c'était la même chose, elle a voulu être elle-même sans compromis avec qui que ce soit, même pas avec ceux qui prétendent être leurs maîtres parce que dans un proche passé ils ont été le point de mire du monde révolutionnaire, mais ils oublient de dire qu'eux aussi à cette époque ou avant les jours dits de révolution, ils étaient comme eux, contre tout et contre tous parce qu'ils voulaient avant tout la Révolution. Le devoir de la Jeunesse c'est de vouloir la Révolution parce qu'elle signifie pour eux la création d'une vie nouvelle d'accord avec leur sentiment romantique, mais la Révolution est le devoir des révolutionnaires, de la faire quand les circonstances le permettent, comme ce fut le cas en mai-juin.

- d'un camarade de Montpellier : "... en juillet, j'avais (bien hâtivement) donné mon avis sur les façons d'aborder le problème de l'orientation d'ICO. Plus que jamais je pense qu'il n'y a rien d'urgent bien au contraire. Surtout en cette période où les spécialistes de la Révolution reprennent leurs vieilles formules (vieilles formules qu'ils avaient mis quelque peu en veilleuse en mai-juin poussés irrésistiblement par la force des choses). Un bon exemple: les "Cahiers de Mai" dont la formule des premiers numéros pouvait se rapprocher de celle d'ICO. Les Cahiers publient, et publieront encore de bonnes informations, des choses intéressantes. Mais dans le numéro quatre, le groupe se colle une étiquette (marxiste); je ne suis pas "anti-marxiste" mais pourquoi ces camarades n'ont-ils pas continué sur leur formule initiale. Pourquoi ce besoin de se coller une étiquette? Pourquoi ne pas s'adresser à tous?

Et tout recommence comme avant... Et c'est là où la formule d'ICO est plus que jamais nécessaire. Attitude non sectaire, hostilité aux idéologies, réflexions à partir de faits concrets, informations pratiques, etc.. C'est ça l'orientation d'ICO."

- d'un camarade du Havre:

(cette lettre complète le texte "A propos de l'autogestion" paru dans le N° 74 - octobre 68, page 20).

" les paragraphes sont dans une suite ordonnée mais discontinuée relativement arbitraire. Au départ, je les avais ordonnés dans une suite continue puis je me suis rendu compte que cela signifierait un commencement et une suite, alors que le premier paragraphe doit être précédé d'un certain nombre de paragraphes et que certains sont trop incomplets, c'est pour cela que j'ai remplacé une suite continue par une suite discontinuée.

Après la lecture du "Nouvel Etat Industriel" de Galbraith (je vous enverrai une note de lecture) je suis de plus en plus convaincu de l'existence de plusieurs rationalités souvent contradictoires. De toute façon je souscrit parfaitement à l'inquiétude d'Ellul sur l'influence de la technologie. Bien qu'il ne fasse pas la critique de la Planification, ce qu'essaye d'esquisser ou de suggérer Galbraith, Ellul considère que comme idéologie, la Technologie est un instrument du contrôle social tout en se présentant comme un instrument tout court.

Il dépend donc d'un processus révolutionnaire, particulièrement celui des Conseils, de renverser l'inversion. Dans cette perspective, ne serait-il pas possible dans le cadre d'ICO, de donner des informations sur l'utilisation des ordinateurs?"

- du Secrétariat des Objecteurs de Conscience:

(S.O.C. 3 Impasse Chartière - Paris-5ème - Tél. 633-71-85).

trois communiqués concernant la comparution de six objecteurs devant le tribunal militaire de Paris, l'un le 24 octobre (trois mois de prison avec sursis pour désertion) les cinq autres le 7 novembre (six mois avec sursis pour "désertion avec complot"). Les objecteurs ne reconnaissent pas la compétence du tribunal militaire puisqu'ils veulent un statut civil. Ils ont commencé le 25 octobre une grève qui se poursuit et qu'ils ne cesseront que lorsque sera reconnue sans équivoque leur qualité de CIVILS. Soutien financier et matériel, direct ou par l'intermédiaire de comités de soutien existants à Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Le Havre, Grenoble, Nantes, Poitiers, et Toulouse.

- de camarades d'Angers:

le communiqué publié dans Lutte Ouvrière (N° 12- 9 octobre 1968)

Pour avoir collé des affiches portant: "jeunes, votre avenir a 80 ans, un képi et plus de prostate". " quand on est con on est con, quand on est encore plus con on est militaire".

Cinq jeunes sont restés emprisonnés 48 heures pratiquement sans nourriture, dans des geôles infectes, sans aucun contact avec l'extérieur, sauf bien sûr les interrogatoires et les injures des gardiens.

Un exemple de la répression et des brimades de toutes sortes que les jeunes encaissent quotidiennement de la part de toutes les autorités.

- De Chambéry:

tracts diffusés dans deux lycées et un quartier ouvrier-courant octobre

" J'ai pas d'eau chez moi...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" des cars de flics toutes les deux heures à Paris...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" Gilles Tautin est mort à Flins le 6 juin 1968...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" fascisme à Athènes...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" Apartheid en Afrique du Sud, la ségrégation raciale...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" la guerre du Biafra encouragée par les puissances étrangères...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" Le néo-colonialisme...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" La C.I... partout...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" Occident" reconnu par l'Etat...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" 500 Frs de revenu annuel pour un Africain...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" 70% des femmes n'obtiennent pas l'orgasme après le mariage...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" SALIN est libéré...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" COHN-BENDIT condamné à huit mois de prison...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" Un fasciste tente d'assassiner RUDI DUTSCHKE...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" fiches politiques...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" les Russes à Prague...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" les flics fichent, filent, réquisitionnent, perquisitionnent, emprisonnent et tuent...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" Fiat et Citroën fusionnent, compression de personnel...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" exportation des jeunes affamés à Bogotta, à la venue du Pape...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" les populations amazoniennes exterminées...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" Le Living Theatre interdit en Suisse...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" les C...C. attaquent Pilotaz en mai...

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

" Dumas à Chambéry... LES JEUX OLYMPIQUES NE DOIVENT PAS AVOIR LIEU.

LES JEUX OLYMPIQUES DEVANT...

LES MITRAILLETES DERRIERE...

" Paris nous avait appris jusqu'où pouvait aller un pouvoir quand des minorités agissantes et décidées mettaient en péril son existence.

Mais il ne nous avait pas tout dit.

Mexico et ses Jeux nous apprennent jusqu'où peuvent aller les pouvoirs internationaux de la bourgeoisie et la répression y correspondant, contre ceux qui ne veulent pas accepter. La machine était bien huilée, la kermesse bien rôdée; une simple grève étudiante, sans rapport avec les J.O. et le pouvoir pris de panique, lâche les chiens et les flics.

"Pourquoi les pouvoirs internationaux tiennent-ils tant à cette fausse fête qui leur coûte tant de milliards?"

Parce que ces J.O. leur permettent de masquer les "tristes" réalités du monde actuel.

Parce que cette "trêve" essaie de nous faire oublier que s'il y a fraternisation des pouvoirs, il ne doit pas y avoir fraternisation des classes.

Parce que tout en exaltant le mythe de l'élite (élite d'une jeunesse saine et non chevelue, une jeunesse exemplaire), les classes possédantes peuvent vendre leurs produits. D'une pierre, deux coups...

MEXICO..... autel de l'HYPOCRISIE

MEXICO..... autel de la REVOLTE

MEXICO..... autel de la REPRESSION.

Les Jeux Olympiques ne doivent pas avoir lieu.

Sors de chez toi,

Fais ce que tu peux faire CONTRE LE POUVOIR.

LA LUTTE CONTINUE....

Inscriptions sur les murs de Chambéry: " Quand les pouvoirs lâchent les chiens, c'est que les meutons commencent à mordre."

"A Mexico les pouvoirs s'embrassent, mais partout ils tabassent".

"Solidarité avec les étudiants mexicains".

devant un lycée: "la culture c'est l'étouffement de la vie, or la vie naît de la contestation globale de la société de classes, donc à Mexico, comme partout, c'est la vie qui est en cause, c.à.d. le socialisme".

"la lutte révolutionnaire commence par la critique de ta propre vie quotidienne".

"Apartheid
Viet-Nam
Gilles Tautin assassiné) les J.O. ne doivent pas avoir lieu.

Les J.O. ne doivent pas avoir lieu, partout.

oooooooooooo

mai - juin 68

JAPON

Une lettre.

(cette lettre datée du 14 mai était signée de responsables de la Ligue Communiste Révolutionnaire, de la Ligue des Etudiants Marxistes et du Zengakuren).

" Nous saluons votre lutte prodigieuse déroulée récemment à Paris et votre organisation qui dirige la lutte énergiquement. L'explosion massive et militante du mouvement des étudiants français face à la Conférence de Paris porte un coup au régime gaulliste et d'ailleurs signifie une confrontation ouverte avec l'administration Johnson, comité politique de l'impérialisme US qui essaie d'avoir par une négociation trompeuse un répit dans sa politique au Vietnam et même de sa domination du monde.

Votre lutte en France contre vos propres impérialistes doit donner une perspective très grande, et en même temps, des épreuves sévères, à vous qui combattez pour la révolution prolétarienne en France.

Depuis les luttes de Hanéda le 8 octobre et le 12 novembre de l'année dernière jusqu'à celles de Sasébo (contre l'entreprise), de Sanrizuka (contre la construction d'un nouvel aéroport, arrachant la terre aux paysans) de Oji (contre l'instauration d'un hôpital de campagne de l'armée U S) et de Okinawa (contre l'occupation par l'impérialisme U S), cette année, les luttes violentes et successives des étudiants et des

ouvriers, organisés par la Ligue Communiste Révolutionnaire et le Zengakuren dans la direction de la Ligue des étudiants Marxistes (Chukaku= noyau faction) qui est guidée par la LCR portent une nouvelle étape définitivement, dans la lutte des classes au Japon, secouant le gouvernement de Sato et ébranlant les directions actuelles de la classe ouvrière (surtout le parti stalinien et le Parti Communiste Japonais) Le processus de la lutte des classes pendant sept mois d'agitation au Japon, impose à notre organisation une tâche historique immédiate, de construire le parti d'avant-garde révolutionnaire au lieu des partis ouvriers dégénérés, le parti stalinien et le parti social-démocrate.

... Allons-nous avancer ensemble pour le renversement de nos propres impérialistes et l'achèvement de la révolution mondiale. Nous attendrions un développement plus énergique dans votre activité et nous voulions prendre une liaison plus étroite avec vous.

Soutenons la lutte héroïque du peuple vietnamien,
Vive l'élan militant de la lutte à l'échelle mondiale contre la guerre et l'impérialisme, vive la solidarité internationale des étudiants et des ouvriers, vive le développement du combat révolutionnaire en France et au Japon et la liaison militante du peuple des deux pays. "

Une réponse d'un camarade d'I C O - mais d'autres peuvent aussi répondre

Nous sommes bien d'accord avec vous pour dire que le mouvement de mai-juin 68 est d'une grande importance pour le prolétariat international. C'est la première fois depuis cinquante ans que la lutte de classe éclate spontanément et réussit à se développer d'une manière autonome. La grande leçon que les travailleurs d'ici ont comprise c'est qu'une autre société pouvait exister sans rapport avec la tranche occidentale du capitalisme ou avec sa branche orientale, et que, cette société pouvait être réalisée par leur seule lutte.

Le fait que le mouvement ait cessé ne change rien; les travailleurs de France n'ont pas repris le travail découragés, mais avec le sentiment que ce n'était qu'un début. Par contre, nous ne sommes pas d'accord avec vous, pour/ce que vous paraissez penser du rôle de notre groupe dans les événements et dans celui qu'il peut jouer à l'avenir.

En ce qui concerne l'action de groupes révolutionnaires, nous pensons que ce qui s'est passé en France a montré qu'aucune organisation préexistante ne pouvait jouer un rôle moteur mais que toutes les organisations devaient disparaître pour ne laisser place qu'aux organes autonomes de lutte du prolétariat, lesquels se transformeraient automatiquement en organes de gestion si la lutte continuait. Nous pensons aussi qu'il appartient seulement aux travailleurs de définir quelle forme vont prendre maintenant les luttes en France. Pour nous, le problème n'est pas la création d'un parti d'avant-garde révolutionnaire, mais de chercher tous moyens pour que les ouvriers sachent que seule leur action autonome, face à l'emprise de tout parti d'avant-garde, conditionnera leur libération de toute société d'exploitation.

Chambéry

de deux camarades:

" avant mai: Chambéry (45.000 h) ville très bourgeoise (commerce, carrefour, etc..) gros secteur de cheminots de la SNCF. Les ouvriers sont puisés chez les immigrés (algériens, italiens, espagnols). La religion y est très enracinée. Comme partout les jeunes s'ennuient.

Au sein du lycée de garçons, se développe à partir du mouvement provo et du surréalisme une amorce de contestation. Ce petit groupe ou groupement ne fait pas un travail effectif et ainsi reste sans contacts avec la réalité quotidienne des travailleurs: affiches, tracts, etc.. reste sans effet.

Quand mai arrive, il existe déjà un petit groupe d'une dizaine de gars sans grande cohérence, et surtout lycéens.

Mai: dans les boîtes, ça part difficilement; les centrales syndicales font leur petit boulot traditionnel de récupération. Cependant, à la SNCF des prolos de la base cassent la gueule à leurs délégués syndicaux lors des accords de Grenelle

et désirent continuer la lutte (grève). Mais personne ne le sait, ils sont complètement isolés: d'ailleurs le vaste mouvement tend à sa fin. A noter qu'ils désiraient avoir des contacts pratiques avec les étudiants et qu'ils ne se laissaient pas intoxiquer par "Cohn-Bendit payé par Misoffe", etc..

Dans une boîte "Pilotaz" (vêtements) où il y a surtout des travailleurs italiens et espagnols, des femmes payées très peu pour un travail dur et sans hygiène veulent continuer la lutte viennent en nombre pour occuper l'usine. Une très violente bagarre éclate; le patron se retrouve à l'hôpital avec l'oeil arraché. Le lendemain toutes les revendications sont obtenues. Il est important de savoir que les syndicats coupent toutes les informations et qu'une boîte ne sait pas du tout ce qui se passe dans l'autre.

L'UNEF (annexe de la fac de Grenoble) est aux mains de l'UEC. Ce qu'elle fait: se mettre aux ordres de la CGT et de la FIEN. Aux manifs: 30 étudiants au grand maximum, les autres s'en foutent. Chambéry: 1500 étudiants.

Le mouvement est par contre très fort dans les lycées. La minorité de gauchistes, tout au début de mai lance les C.L. Ça marche bien. Occupation du bahut. Commissions, A.C. Ils sont vite rejoints par une quinzaine d'autres lycéens radicalisant leur expérience. Mais les commissions, les A.C. se font noyer, tout est récupéré par les profs, l'administration, la masse amorphe des élèves. Puis ils diffusent " A propos du système capitaliste " reprenant plusieurs thèmes du Manifeste du 22 mars. Diffusé partout. 300 exemplaires. Les gars de l'EDF (C.F.D.T, PSU) leur en prennent et les distribuent à l'EDF. Furax: du PC et de la CGT qui avaient prêté ses agrafeuses, sa ronéo pour les C.L. Ensuite les fafs mettent le feu à une salle de lycée et celui-ci est presque aussitôt fermé sur ordre du recteur. Peu après, ils font connaissance avec un petit groupe de normaliens mais il est trop tard et le désœuvrement s'empare des gars. Ce qui est intéressant c'est qu'une vingtaine de gars, auparavant complètement intégrés se trouvent disponibles pour la lutte qui continue. Dernier sursaut: à la manif gaulliste contre manif spontanée: 10 gars au départ, 250 à 300 à la fin. Des ouvriers, des profs, se sont joints spontanément. Blocus de la manif gaulliste, on s'assoit par terre nous frôlons la bagarre, mais les fafs se dispersent (2000).

Après: rien. Les gars se regroupent. Au sein des travailleurs algériens un camarade algérien continue son petit boulot (dissolution de l'amicale des algériens en Europe- relai idéologique et financier de Boumédienne- réunions en haut lieu-Paris Alger, etc..)

Maintenant, nous sommes une trentaine à essayer de faire le compte de comprendre nos erreurs, pourquoi elles ont eu lieu. Nous nous regroupons sur des bases de travail pratiques, précis, nous essayons de reprendre contact avec des gars rencontrés en mai-juin. La plupart d'entre nous étant étudiant (lycéens de l'année dernière) et instituteurs, nous nous trouvons particulièrement isolés dans une ville de province bourgeoise comme Chambéry.

- d'un lycéen:

Pour un lycéen d'une ville comme Chambéry, ville bourgeoise et réactionnaire, les mois de mai et juin furent certainement la révélation d'un vaste mouvement neuf et exaltant dans lequel il commença à se sentir engagé et intéressé. La ville fut soudainement secouée dans son calme et sa passivité pourtant consommés. Le mouvement se matérialisa grâce à l'exemple et aux informations en provenance des autres lycées, par une occupation dirigée et voulue des lycées de Chambéry par les lycéens groupés dans les C.L. Ainsi tous les lycéens, (la masse amorphe et réactionnaire étant éliminée) prirent la place qui leur était due dans la lutte aux côtés des étudiants (sans vie) et des ouvriers de Chambéry (sous le contrôle des syndicats) en particulier; mais aussi dans le mouvement général.

Il s'éveilla donc chez de nombreux lycéens endormis, étouffés depuis longtemps par le cadre étroit des lycées- casernes, et poussés dans les derniers retranchements de la passivité, une ardeur soudaine qui les amena à se manifester dans leurs locaux, mais également dans la rue en participant aux côtés des ouvriers et des étudiants (ces derniers inexistant, mis à part les deux dirigeants de l'UNEF) aux différentes manifestations régionales organisées (13 mai) et même en répondant aux provocations réactionnaires de la horde de Dumas lors du grand cérémonial UDR. par une contre-ma-

manifestation et un face à face avec les fascistes (cette dernière sera la seule action positive à Chambéry pendant les événements.

En même temps, un désir d'information et de contact avec l'extérieur pour poursuivre une lutte plus étroite, se faisant jour et amenant certains lycéens à pénétrer dans ce monde souvent ignoré et cependant seule véritable force: le prolétariat. C'est ainsi qu'une minorité avec l'aide des lycées et des lycéens, commença à effleurer le véritable problème et les causes profondes de mai, mais également à ressentir un besoin de participer à un groupe dynamique. Et très rapidement cette minorité, souffrant du manque de liaison et de l'isolement par rapport aux ouvriers et aux étudiants dans le cadre même du lycée, fut amenée à se détacher de la foule de moutons mais également de ces modérés réformistes "heureux" de siéger au sein des commissions, aux côtés des professeurs manoeuvriers. Le cadre du lycée devint intolérable tant par la complaisance de la majorité des lycéens dans un travail bureaucratique et inutile (commissions, comités) que par l'ignorance de tous ces lycéens au sujet d'un point primordial: le rôle du lycée dans le système (capitaliste) et de la récupération manifeste qui s'opérait grâce à l'entente collaboratrice de l'administration et des professeurs aux bonnes consciences professionnelles.

Sortis du cadre militaire du lycée, et ayant également à faire face à la non moins manifeste récupération opérée par les partis et les syndicats, cette minorité s'intègre au cours de mai-juin au mouvement anarchiste plus important au sein même de la ville, échappant à toute récupération, répondant à ses besoins d'information et d'action et lui procurant la possibilité d'une lutte plus étroite aux côtés des ouvriers, force nécessaire à la réalisation d'un véritable mouvement révolutionnaire.

Seul un lycéen conscient, ne se laissant pas emporter par une soudaine agitation (mai) et sachant sortir de son cadre peut tirer les leçons de mai: à Chambéry, elles sont nombreuses - mis à part les deux premiers jours d'occupation des locaux (usines-lycées) où une certaine spontanéité régnait, tout le mouvement a été brisé. Les usines (SNCF, EDF, CEGEDUR, etc..) sont tombées sous le contrôle des syndicats. Les ouvriers se sont laissés guidés par les partis. Les étudiants, en tenant compte bien entendu de leur petit nombre (1500) ont été complètement inexistantes et manoeuvrés par les "croque-morts" que sont les dirigeants de l'UNET. Les lycées sont également tombés sous le contrôle d'une administration jamais menacée, de professeurs commençant à avoir peur et de lycéens réformistes et collaborateurs après la fermeture de l'un d'entre eux, opérée grâce à un complot fasciste. L'isolement est en fait la seule raison de ces échecs (relatifs).

Sur la "Grève Généralisée en France".

(brochure publiée par ICO-- supplément au N° 72 d'ICO--envoi contre 2f.50)
--d'un camarade de New-York: "Je viens de lire la brochure d'ICO

"la Grève Généralisée en France". Dès que l'accord fut établi sur certaines idées, j'ai éprouvé beaucoup de plaisir à les voir exposer d'une façon calme, comme si beaucoup de tout ça allait de soi. Mais pourquoi faire une apologie de la théorie (page 34)?

À la page 29, vous citez les cadres: "la propriété des entreprises est répartie entre un grand nombre d'actionnaires, et finalement s'installent à la tête de celles-ci des sortes de comités de direction ..." Puisque vous citez l'idée, je pense qu'il eut été préférable de la critiquer. On vient de publier ici un livre qui s'appelle "The Rich and the Super-Rich", par Ferdinand Lundberg. Il démontre dans les faits (ce qui était par ailleurs connu) que la monopolisation des moyens de production continue de s'accroître, à l'opposé de cette idée d'entreprises "réparties entre un grand nombre d'actionnaires", et qui débouche sur un contrôle par une classe autonome de bureaucrates, nommée ici "comité de direction". Ceci est connu ici sous le titre: "managerial revolution": c'est faire peu de cas du développement du capitalisme, et du fait que la bureaucratie (qui existe bien sûr) est au service de la bourgeoisie.

Mais il se passe aussi ceci: 20% de la richesse du pays est la propriété du gouvernement. C'est-à-dire que les cadres ont déjà raison de croire, et l'Etat (entre les mains des bureaucrates) a les bases pour commencer déjà à considérer qu'il représente "l'intérêt général" contre les "intérêts particuliers" des maîtres d'entreprises. Les luttes au sein de l'Etat vont de plus en plus refléter cette opposition.

Les cadres (les techniciens de tout ordre) ne manquent pas de ressentir déjà ces changements, et ils vont jusqu'à trouver leur théoricien dans Herbert Marcuse qui préconise un paradis des technocrates. " Dans ce domaine, le contrôle centralisé est rationnel s'il établit les conditions qui permettront une véritable autodétermination. Alors l'autodétermination pourra être effective sur son propre plan pour décider de ce qui touche à la production et à la distribution du surplus économique et sur le plan de l'existence individuelle également. De toute manière, selon le degré de développement il peut y avoir des variations multiples dans les formes qui combinent l'autorité centralisée et la démocratie directe. "... ("L'Homme Unidimensionnel", p.275). Tandis que les cadres, eux, s'occupent de l'essentiel.

... la page 31, vous dites: "... la réponse appartient aux travailleurs ... et tout ce que nous pouvons faire c'est d'expliquer..." Ce "nous" contient une conception éducative de son rôle, qui est déjà une séparation et qui marque la séparation d'autant plus que le projet de libération (il s'agit bien de cela) appartient à d'autres. Le projet doit être d'auto-émancipation ou il n'est rien: ce "nous" c'est déjà les autres, car les autres, c'est nous. Plus loin, à la page 37, ce "nous" devient sur la même page, "travailleurs parmi d'autres"... et "ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter" (ce qui est contestable si on a des explications à leur donner); "nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux" (ce qui est banallement vrai; mais si on disait: nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à nous-mêmes?); "nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner" (qui peut seulement signifier "clarifier nos expériences communes" pour après retomber dans l'éducation) " que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition". Ce qui en dit long sur le pourquoi et comment lutter. Ces idées sont liées sans doute à la quatrième thèse de Pannekoek, où il sépare le rôle du parti de celui des Conseils.

La conception organisationnelle d'ICO qui se dégage ici trouve son application à la page 33: "nous... (contribuons)... à notre place au sein du mouvement". En note, il y a un très bon argument contre la secte politique, obéissant aux "principes de la société de classes". Cet argument a une belle dialectique : car les organisations à "entrée libre" où l'on retrouve pêle-mêle le tohu-bohu, la séparation et le réformisme obéissent aussi aux principes de la société de classes dans le désir qu'elle a de maintenir séparée contre elle-même la seule classe qui puisse la contester.

Les organisations à "entrée libre" et la secte sont toutes deux liées à la société de classes, de façon telle que cette liaison mène à la soumission ou à l'isolement.

Il est vrai que les travailleurs, dans l'abstrait, dans le spéculatif, (et toute situation qui ne débouche pas sur son propre avenir devient vite spéculation) manifestent peu de confiance dans leur propre capacité de faire tourner la baraque. Mais je pense qu'à maintes reprises ils ont fait la preuve objective qu'ils en sont capables. Cela du moins n'est plus de la spéculation. (même dans une ville sans passé révolutionnaire- Seattle, Washington, 1919 - les travailleurs ont su faire tourner les choses sans bavure). L'administration des choses est un moins grand problème que tous les bureaucrates du monde voudraient nous faire croire. Mais d'ici le moment où le pouvoir est contesté et arraché de façon définitive à la classe dirigeante, nous ne pouvons avoir recours qu'à l'exemplaire.

J'entends par là, ceux qui - d'une même théorie et d'une même pratique - étant cinq ou cinq cents, cherchent à pratiquer ces actes qui sont - pour eux, au moment où ils les font - des actes qui contestent vraiment le monde qui nous sépare. (le terrorisme individuel est le "crime passionnel" devenu politique; comme acte il est encore lié à la séparation; le terroriste songe à la rupture, alors que le problème n'est pas de supprimer l'homme mais bien celui de supprimer son pouvoir sur d'autres hommes. C'est l'acte exemplaire qui se passe de futur. J'espère que dans la lutte du prolétariat, son "moment terroriste" est passé).

On ne crée pas une organisation révolutionnaire pour faire la révolution (on est d'accord que cette tâche là revient à ce que par le passé on a nommé Conseils ouvriers), mais des organisations qui l'appellent, et ce faisant, la suscitent. On lutte pour soi, parce que lutter pour les autres, c'est déjà ne plus lutter ensemble."

- d'un camarade du midi:

"Un des compliments que l'on peut faire aux rédacteurs de la "Grève généralisée" c'est qu'ils se sont évertués à écrire simplement, alors qu'en bien des pages, obscurités et lourdeurs menaçaient.

Pourtant une phrase m'a déçu. Elle veut dire à peu près ceci: "les mots sont faits pour analyser, pour communiquer; arrêtons de marmonner l'immuable latin des petites églises". Ironie, la voici dans les termes choisis par son auteur: "déjà les particularismes terminologiques sont mis en question en tant que perceptions rigides et inchangées de la réalité qui fonctionnent comme moyen de se démarquer des autres groupuscules, et non comme instrument d'analyse scientifique". (p.11, col.1). Qu'on en fasse l'épreuve: inmanquablement, cet univerchitarabia rembrunit le lecteur qu'on voudrait intéresser. Par un effet contraire à l'intention, on lui loge en l'esprit la réflexion que voici: "ceux-là, ils le prennent de haut. D'ailleurs c'est leur métier de causer".

La poussière de Nanterre, les étudiants la secouent de leurs pieds; la poudre au yeux de Sorbonne, ils oublient de l'essuyer de leurs lunettes. Plus d'un fulmine contre la caste, mais dans son patois d'amphithéâtre.

Qui veut énoncer une vérité pratique emploie un verbe: "il pleut" "le patron exploite le travailleur." Les sorboniqueurs s'en voudraient d'être aussi simples. D'abord, les verbes sont proscrits; et puisqu'il en faut dans toute phrase, on se satisfait des plus neutres: avoir, être, faire- et des plus "abstraites": fonctionner, par exemple. Simples chevilles du discours, car l'essentiel est dans des substantifs abstraits: "les étudiants contestent. Ils font de la contestation" (H. Lerebvre). Faites-en autant avec tous les verbes possibles, et vous aurez l'air d'un professeur. Cherchons à savoir pourquoi.

Ce procédé offre un avantage évident. Si le verbe constate sans plus, le terme abstrait, lui, prend une allure de concept: ce n'est pas seulement dit; veuillez remarquer que c'est pensé. Une allure seulement et c'est là qu'est le mal. La véritable abstraction est précieuse: sans elle, nous ne pouvons comprendre, ni décrire, ni donc communiquer. La théorie impose un ordre aux faits. L'apparence de théorie, au contraire, c'est maniaquerie et confusion. Je lis, sous la plume d'un anthropologue de premier mérite (un Anglais, il est vrai) ce reproche bien sonné: "on s'est fait une habitude de prendre les termes abstraits pour des abstractions" (1940).

Le langage conceptuel répond, et c'est normal, aux exigences d'une discipline du savoir; mais chez bien des profs, "chercheurs" et étudiants, il s'explique chose normale et irritante, par une servitude professionnelle. Il faut "chercher", et trouver, s'il vous plaît; les Américains disent brutalement: "publier ou périr". Sous peine de manquer l'avancement, on est tenu de mettre des idées noir sur blanc. Or les pensées originales ne courent pas les rues, car les hommes ne disposent pas d'autant de concepts qu'ils se l'imaginent flatteusement. Qu'à cela ne tienne: on peut fabriquer des termes abstraits qui ont les dehors de concepts. Il y a pluviabilité, pluviatisation, que sais-je? mais vous n'entendrez pas annoncer qu'il pleut. "Si je parlais comme tout le monde", remarque l'ensorbonné, "je passerais pour n'avoir pas d'idées"... Pire, il n'en a même pas conscience, car cette conduite de serf est bel et bien réflexe. Tout comme le Cadre a toujours l'air entendu et compétent, le Cuisinier est quotidiennement, incessamment, obligatoirement profond.

Que le diplômé de frais soit ravi d'agiter à tout vent ses breloques "terminologiques", à la bonne heure! C'est sa jouissance à lui; c'est un élément de son train de vie intellectuel. En revanche, il est scandaleux de voir les réalités ouvrières disparaître, depuis des lustres, sous un langage codé. Nous connaissons déjà le vocabulaire prudemment invariable des perroquets syndicaux, le chapellet de formules rituelles des stalino-trotskyistes. Voici la ténacité verbale des parvenus universitaires. Et de ceux qui les singent - alors qu'ils n'ont même pas l'excuse de guigner un docteur (ou quelque Institut de Révolutionnisme).

On a bien fait de signaler l'influence d'un certain journalisme à clichés sur les travailleurs qui prennent la plume: "initiés à ces mystères, ils pensent qu'ils ne doivent s'exprimer que d'une façon aussi tortueuse, ou à l'aide d'expressions souvent incompréhensibles pour la majorité des ouvriers" (D. Mothé, "Le problème du journal ouvrier", S. ou B. juillet-septembre 1955).

(suite page de tête) Il nous faut un langage nouveau pour des notions nouvelles. Même quand

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, les syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils empêchent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer régulièrement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se conduit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

Informations correspondance ou adresses

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e
Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**
Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.